

Cote du document: EB 2012/105/R.5
Point de l'ordre du jour: 5
Date: 1^{er} mars 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République populaire du Bangladesh

Programme d'options stratégiques pour le pays

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Thomas Rath
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2069
courriel: t.rath@ifad.org

Transmission des documents:

Kelly Feenan
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2058
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent cinquième session
Rome, 3-4 avril 2012

Pour: **Examen**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iii
Résumé de la stratégie pour le pays	iv
I. Introduction	1
II. Le contexte du pays	1
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	4
III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays	7
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	7
B. Enseignements tirés	8
IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays	9
A. Avantage comparatif du FIDA	9
B. Objectifs stratégiques	10
C. Perspectives d'innovation	11
D. Stratégie de ciblage	13
E. Articulation au niveau des politiques	13
V. Gestion du programme	13
A. Suivi du COSOP	13
B. Gestion du COSOP	14
C. Partenariats	14
D. Gestion des savoirs et communication	14
E. Cadre de financement SAFP	15
F. Risques et gestion des risques	17
Appendices	
I. COSOP consultation process (Processus de consultation pour l'élaboration du COSOP)	1
II. Country economic background and profile (Situation économique et profil du pays)	3
III. COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du COSOP)	6
IV. Previous COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du précédent COSOP)	8
V. Indicative project pipeline during the COSOP period (Réserve indicative de projets au cours de la période du COSOP)	10

Dossiers clés

Dossier clé 1:	Rural poverty and agricultural/rural sector issues (Pauvreté rurale et secteur agricole et rural)	24
Dossier clé 2:	Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis) (Matrice des organisations [analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces])	25
Dossier clé 3:	Complementary donor initiative/partnership potential (Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariats)	28
Dossier clé 4:	Target group identification, priority issues and potential response (Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables)	30

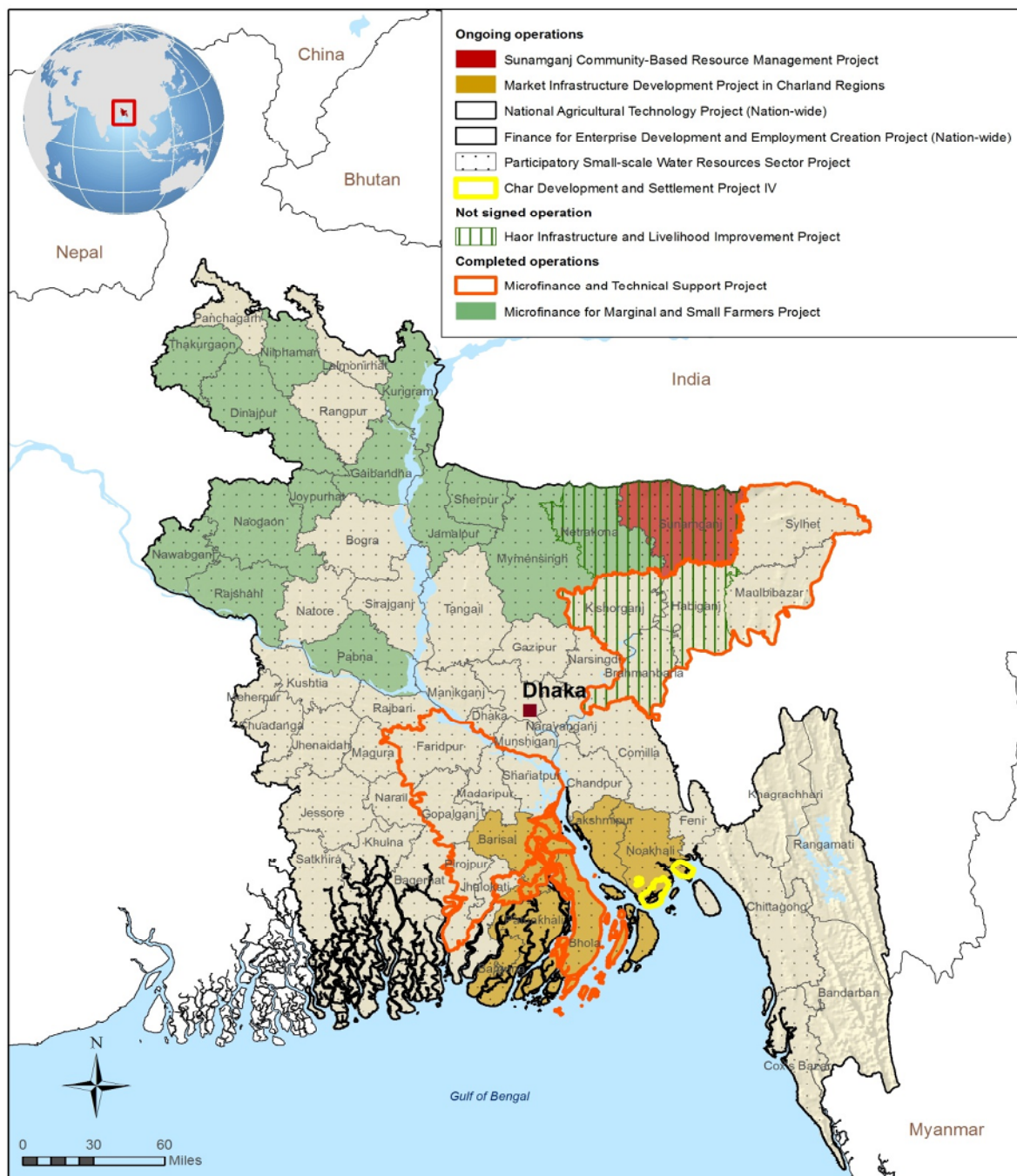
Sigles et acronymes

CDSP IV	Projet de développement et de colonisation des chars – Phase IV
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
DICL	Département d'ingénierie des collectivités locales
DRE	Département des relations économiques
DVA	Département de la vulgarisation agricole
HILIP	Projet d'amélioration de l'infrastructure et des moyens de subsistance dans les <i>haor</i>
IMF	Institution de microfinancement
MA	Ministère de l'agriculture
MF	Ministère des finances
MIDPCR	Projet de développement de l'infrastructure commerciale dans les Charlands
NATP	Projet national d'appui aux techniques agricoles
PKSF	Fondation Palli Karma-Sahayak
PNI	Plan national d'investissement
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
SCBRMP	Projet de gestion communautaire des ressources dans le Sunamganj
SCTC	Société à contrat de travail collectif

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA

People's Republic of Bangladesh

IFAD-funded projects



Source: FIDA.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé de la stratégie pour le pays

1. Le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) expose les grandes lignes du positionnement stratégique du FIDA au Bangladesh et propose des opérations à financer au cours de la période 2012-2018. L'élaboration du COSOP a suivi un processus participatif, associant les ministères clés du Gouvernement bangladais. Le processus a été dirigé par le Ministère des finances, des organisations de la société civile, des institutions de recherche nationales et internationales, et les agences concernées des donateurs.
2. Le COSOP est axé sur l'adaptation des moyens de subsistance ruraux au changement climatique et sur la reproduction à plus grande échelle des approches réussies. Les objectifs stratégiques du COSOP sont de faire en sorte que: i) les moyens de subsistance des populations pauvres vivant dans les zones vulnérables soient mieux adaptés au changement climatique; ii) les petits producteurs et les petits entrepreneurs tirent des avantages de l'amélioration des chaînes de valeur et d'un meilleur accès au marché; et iii) les groupes marginalisés, y compris les femmes rurales pauvres, soient autonomisés du point de vue économique et social. On estime qu'environ 8 millions de personnes bénéficieront, au titre de cette stratégie, d'une infrastructure intelligente face au climat, et que près de 300 000 d'entre elles réussiront à accroître leurs actifs et leur sécurité alimentaire au cours de la période couverte par le COSOP.
3. On connaît l'extrême vulnérabilité du Bangladesh aux risques naturels et au changement climatique. Au cours des 40 dernières années, cyclones et inondations ont touché plus de 400 millions de personnes. La fréquence des risques naturels, associée à une forte densité de population et à une base économique fragile, fait du Bangladesh le troisième pays le plus pauvre de l'Asie du Sud. Malgré les progrès remarquables enregistrés au cours des 40 dernières années sur les plans économique et social, quelque 60 millions de personnes (40% de la population totale) demeurent pauvres ou extrêmement pauvres (données de 2005).
4. Le FIDA a développé des compétences dans plusieurs domaines: infrastructure rurale intelligente face au climat, technologie agricole, gestion des ressources naturelles, accès au marché et microfinance. Le plus fort impact a toutefois été observé lorsque plusieurs de ces facteurs étaient combinés à une approche reposant sur les chaînes de valeur. La reproduction à plus grande échelle des expériences réussies, dans le cadre de partenariats avec le gouvernement et d'autres donateurs, sera l'un des éléments essentiels de ce COSOP. L'appui à la recherche agricole et le renforcement de ses liens avec les projets contribueront à développer l'innovation et le transfert de technologie aux petits exploitants. La gestion des savoirs jouera aussi un rôle important dans la génération des innovations. L'activité de conseil sur les politiques s'appuiera sur les résultats de projets en rapport avec les thèmes clés tels que l'accès aux ressources naturelles. Le partenariat du FIDA avec la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, les Nations Unies et les institutions bilatérales sera renforcé, et de nouveaux partenariats seront envisagés.
5. On retient comme hypothèse que le FIDA allouera au Bangladesh un montant de 103 millions d'USD pour chacun des cycles du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), et ces crédits seront couplés, dans la mesure du possible, avec un cofinancement. Afin d'optimiser l'impact et d'accroître l'efficacité de l'exécution, deux projets sont prévus pour chaque cycle du SAFP. Au cours du prochain cycle (2013-2015), le FIDA appuiera un projet lié à l'infrastructure et un projet de chaîne de valeur, en vue de reproduire à plus grande échelle les expériences réussies des projets les ayant précédés. Le cycle SAFP suivant (2016-2018) financera un projet agricole et un projet de pêcheries. Dans les deux cycles, un appui sous forme de don sera accordé pour des activités de recherche, de gestion des savoirs et de conseil sur les politiques.

6. La supervision par le FIDA a confirmé la bonne performance des projets du FIDA au Bangladesh. Aucun projet à risque n'a été recensé au cours des dernières années. Les risques potentiels auxquels pourrait être confrontée la mise en œuvre du COSOP sont notamment: i) l'impact des catastrophes naturelles; ii) la faible disponibilité de la technologie agricole; iii) le manque de débouchés commerciaux; et iv) la corruption. La gestion de ces risques passera par une conception attentive du projet, un appui à l'exécution et une étroite supervision des aspects fiduciaires et techniques.

République populaire du Bangladesh

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Introduction

1. On trouvera dans le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) un exposé des grandes lignes de la position stratégique du FIDA au Bangladesh et des opérations proposées pour la période 2012-2018. Il fait fond sur les enseignements tirés du précédent COSOP (2006) et sur les politiques de développement rural mises en œuvre au Bangladesh. L'élaboration du COSOP 2012 a comporté un examen de projets en cours et achevés, et un processus de consultation approfondi, avec notamment la préparation d'études sectorielles (voir l'appendice I).
2. Le processus de consultation interne au pays a comporté deux ateliers et une réunion finale de validation. Des représentants des ONG concernées, des donateurs, des institutions de recherche et des projets en cours cofinancés par le FIDA ont participé à la première de ces réunions, pour un brassage d'idées sur les questions pertinentes et les options stratégiques. Au cours du second atelier, les principaux ministères, les projets cofinancés par le FIDA et les institutions de recherche pertinentes ont examiné, sous la présidence du Département des relations économiques (DRE) du Ministère des finances (MF), les résultats du COSOP 2006 et le projet de COSOP 2012. Une réunion finale de validation, tenue le 17 janvier 2012 au MF à Dacca, a entériné la présentation du COSOP au Conseil d'administration du FIDA en avril 2012.

II. Le contexte du pays

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

Situation économique générale

3. Le Bangladesh a réalisé de remarquables avancées économiques et sociales au cours de la décennie écoulée, caractérisée par une croissance économique annuelle stable de 5 à 6% et par une dette intérieure, des taux d'intérêt et des taux de change relativement stables. Toutefois, avec un revenu national brut (RNB) par habitant de 1 587 USD (en 2010, en parité de pouvoir d'achat par rapport à 2008), le Bangladesh demeure le troisième pays le plus pauvre de l'Asie du Sud (ne précédant au classement que l'Afghanistan et le Népal). La croissance n'a pas atteint le taux de 7,5% nécessaire pour le faire entrer, au cours de la prochaine décennie, dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire¹. Après un ralentissement de la croissance, le PIB a connu une reprise et augmenté de 6,3% en 2010-2011². Le taux d'inflation est en hausse, avec une moyenne de 7,3% pour 2009-2010, tandis que l'inflation des prix alimentaires a atteint 10,9% en 2010. La décision prise par le gouvernement de réduire les subventions sur les carburants, bien que louable, a contribué à l'augmentation des prix à la production et ceux du transport.
4. Les envois de fonds et les exportations (les vêtements représentant 77% de ces dernières) constituent le moteur de la croissance économique. Alors que la croissance annuelle des exportations a atteint 40%, les envois de fonds sont aujourd'hui plus ou moins statiques, conséquence d'une baisse de 34% du nombre de migrants partis travailler à l'étranger en 2009-2010. Cette évolution, combinée à une augmentation des importations et à une réduction des flux des investissements et de l'aide étrangers directs, s'est traduite par un

¹ Le document "Bangladesh: Strategy for Sustained Growth", publié en 2007 par la Banque mondiale, prévoyait qu'un taux de croissance du PIB de 7,5% permettrait au pays d'entrer dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire dans un délai de dix ans (d'ici à 2016).

² Bangladesh Quarterly Economic Update, BAsD, juin 2010.

déficit de la balance des paiements (sorties nettes de 586 millions d'USD pour la période de juillet à novembre 2011, contre un excédent de 1 585 millions d'USD pour la même période de l'année précédente).

5. La dépense nationale liée aux subventions – produits alimentaires, carburants et engrais – est alourdie par la hausse des prix des produits de base. Le gouvernement a d'ambitieux plans d'investissement dans les secteurs de l'infrastructure et des services. Bien que les recettes fiscales se situent à environ 9,3% du PIB, elles sont plus faibles que celles d'autres pays de l'Asie du Sud. Il a été difficile d'accroître la fiscalité sur les ventes et les impôts directs, qui constituent les principales sources de recettes. En conséquence, la faiblesse de la situation budgétaire du pays persiste, avec un déficit public de 3 à 4% du PIB.

Agriculture et pauvreté rurale

6. Depuis qu'il a acquis son indépendance, il y a 40 ans, le Bangladesh a accru de plus de 130% son revenu réel par habitant, réduit la pauvreté de plus de la moitié, et il est en bonne voie pour atteindre la plupart des principaux Objectifs du Millénaire pour le développement. Les réalisations spécifiques sont notamment les suivantes: réduction du taux de fertilité total de 7,0 à 2,7; accroissement de l'espérance de vie, passée de 46,2 à 66,6 ans; augmentation du taux de croissance économique, passé d'une moyenne de 4% au cours des années 1970 à 6% en 2000-2010; hausse des taux d'épargne et d'investissement, tous deux inférieurs à 10% au cours des années 1970, et atteignant respectivement 24% (taux d'investissement) et 28% (taux d'épargne) en 2009-2010; réalisation de la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire; augmentation de la production de riz, qui a plus que triplé (de 10 millions de tonnes en 1972-1973 à 32 millions de tonnes en 2009-2010), correspondant à une quasi-autosuffisance dans les années de production normale.
7. Le Bangladesh demeure néanmoins un pays à faible revenu, où la pauvreté, les inégalités et le dénuement restent profonds. Près de 60 millions de personnes, soit 40% de la population, vivent sous le seuil de pauvreté (données de 2005) voire, pour une partie significative d'entre elles, dans une situation d'extrême pauvreté. Nombreuses sont celles qui ont un régime alimentaire insuffisant et connaissent des périodes de pénurie alimentaire: en milieu rural, la moitié des enfants sont dans un état chronique de malnutrition, et 14% d'entre eux souffrent de malnutrition aiguë. La population active est engagée, en majorité, dans des emplois informels, à faible productivité et à faible revenu. Bien que la part de l'agriculture dans le PIB soit tombée à moins de 20%, ce secteur emploie encore 44% de la population active.
8. Le Bangladesh est particulièrement vulnérable au changement climatique. Les deux tiers du pays se situent à moins de cinq mètres au-dessus du niveau de la mer, ce qui en fait l'un des pays du monde les plus exposés aux inondations. Les sévères inondations qui se produisent pendant la mousson provoquent de sérieux dégâts aux récoltes et aux biens, avec d'importantes incidences négatives sur les moyens de subsistance dans les zones rurales. Entre 1970 et 1998, 171 catastrophes à grande échelle en rapport avec l'eau – cyclones, inondations et érosion par les fleuves – ont provoqué, selon les estimations, la mort d'un demi-million de personnes et ont affecté la vie de plus de 400 millions d'habitants. Les pauvres sont les plus durement touchés parce qu'ils vivent le plus souvent dans des maisons de construction médiocre sur des terrains soumis à des aléas climatiques. On s'attend, pour l'avenir, à une fréquence accrue des événements météorologiques extrêmes.
9. Deux zones, au Bangladesh, sont considérées comme particulièrement exposées aux risques liés au changement climatique. La bande côtière du delta Jamuna-Padma-Megna est l'un des deltas fluviaux les plus vastes et les plus

peuplés du monde. Bien que l'apport continu de sédiments fluviaux puisse limiter les pertes de terres résultant de l'élévation du niveau de la mer, les problèmes de drainage s'aggraveront là où existent des systèmes de protection. En saison sèche, on observera probablement une augmentation des niveaux de salinité dans les fleuves constituant les deltas, principalement en conséquence de prélèvement accrus d'eau en amont.

10. L'autre zone présentant un risque particulier est le bassin *haor* du nord-est du pays. Le bassin *haor* est une dépression tectonique, qui s'affaisse d'environ deux centimètres par an. La zone est vulnérable aux crues subites annuelles provoquées par les pluies orageuses qui s'abattent sur les collines indiennes et endommagent fortement la récolte principale de riz. L'affaissement du bassin accentue l'ampleur des inondations. Ce phénomène sera encore aggravé par l'élévation du niveau de la mer, résultant du changement climatique, et par l'augmentation du niveau des fleuves faisant partie du bassin versant, résultant de l'extension du delta vers le sud.
11. Au cours des cinq dernières années, la croissance du secteur agricole dépassait à peine 4% par an, alors que celle de l'ensemble de l'économie était d'environ 6%. La production de riz, la principale culture, continue d'augmenter et devrait atteindre, selon les prévisions, 35 millions de tonnes en 2010-2011. Les rendements moyens du riz sont supérieurs à ceux d'autres pays d'Asie du Sud, mais néanmoins inférieurs à ceux de la plupart des pays d'Asie de l'Est. On note des différences considérables d'une exploitation à l'autre, y compris parfois dans le même village, et certains producteurs obtiennent des rendements comparables à ceux des stations de recherche. La hausse des prix a pour effet d'attirer un nombre croissant de paysans vers la production commerciale, comme en témoigne l'augmentation des niveaux de production des deux dernières années.
12. L'agriculture doit faire face au défi suivant: continuer d'accroître la production malgré la perte de terres résultant de leur affectation à d'autres usages ou du changement climatique. Cet impératif découle d'une double nécessité: assurer l'approvisionnement en aliments de base pour une population en augmentation, et continuer à fournir un emploi et des revenus aux plus de 40% de la population dont les moyens de subsistance dépendent encore de l'agriculture, qu'ils soient producteurs ou ouvriers agricoles. À l'heure actuelle, les niveaux de revenu de ces deux groupes sont inférieurs à ceux des employés ou des travailleurs indépendants du secteur non agricole. En bref, l'agriculture a un rôle décisif à jouer en matière de réduction de la pauvreté.
13. Les exploitations agricoles sont de plus en plus fragmentées, étant donné qu'elles sont divisées, par héritage, entre les fils et que des terres (spécialement celles des plus grands propriétaires terriens) sont vendues ou louées lorsque les personnes y renoncent pour se consacrer à des activités non agricoles. L'agriculture est de plus en plus laissée aux mains de paysans marginaux et fonctionnellement sans terres³, dont beaucoup produisent principalement pour leur subsistance. Bien que l'augmentation de la production des produits alimentaires de base ait suivi une courbe parallèle à celle de la population, la hausse des revenus a suscité une demande croissante de produits alimentaires de meilleure qualité – fruits, légumes, viande, lait, œufs et poisson. La diversification en faveur de ces produits de plus grande valeur accentue la pression sur les terres consacrées à la riziculture et sur les efforts visant à atteindre l'objectif national d'autosuffisance en riz.

³ En 1960, 84% des terres étaient exploitées par 48% de paysans possédant des exploitations de taille grande ou moyenne (plus d'un hectare). En 2005, il ne restait plus que 12% d'agriculteurs exploitant plus d'un hectare, et 60% de l'ensemble des terres était entre les mains des 88% de paysans disposant d'une superficie inférieure (Bureau des statistiques du Bangladesh, recensement agricole 1960, enquête par échantillonnage agricole 2005).

14. La création d'emplois a suivi le rythme de l'augmentation de la population d'âge actif, mais la participation des femmes à la population active n'est que de 10%. La population d'âge actif augmentant plus rapidement (2% par an) que l'ensemble de la population (1,6% par an), un nombre toujours croissant d'emplois est nécessaire. En outre, les revenus obtenus dans le secteur agricole sont inférieurs à ceux d'autres secteurs, de sorte qu'il faut accroître la productivité de la main-d'œuvre dans le secteur de l'agriculture afin de réduire la pauvreté. Ces deux objectifs jumeaux – accroître l'emploi et augmenter les revenus agricoles – exigent le développement de l'économie rurale dans son ensemble – agricole et non agricole.
15. Environ 2 millions de personnes (1,3% de la population totale) font partie des minorités ethniques du Bangladesh. La pauvreté, très répandue parmi ces groupes, est souvent liée à l'accès à des actifs comme la terre, la santé et l'éducation. Les femmes souffrent particulièrement de la pauvreté, étant donné qu'elles ont moins de possibilités d'emploi que les hommes et qu'il leur appartient de s'occuper de leur famille. Les femmes sont de plus en plus nombreuses à jouer le rôle de chef du ménage – temporairement parce que les hommes ont migré à la recherche de travail, ou de manière permanente parce que le mari est décédé, a divorcé ou les a abandonnées. Les ménages ayant à leur tête une femme veuve, divorcée ou abandonnée seront plus probablement pauvres: 48% de ces ménages vivent sous le seuil de pauvreté. Très peu de femmes participent aux organes décisionnels.

B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

Le contexte institutionnel national

16. Au cours de la période couverte par le précédent COSOP, le FIDA a établi un étroit partenariat avec le Département d'ingénierie des collectivités locales (DICL) et avec la Fondation Palli Karma-Sahayak (PKSF). Ces deux organismes ont exécuté six projets au total en 2011. Dirigés par le DICL, le Projet de gestion communautaire des ressources dans le Sunamganj (SCBRMP) et le Projet de développement de l'infrastructure commerciale dans les Charlands (MIDPCR) jouissent d'un solide appui de la part du Département de la vulgarisation agricole (DVA) du Ministère de l'agriculture (MA). Ce dernier exécute aussi le Projet national d'appui aux techniques agricoles (NATP), cofinancé par la Banque mondiale. Les travaux du Projet de développement et de colonisation des chars – Phase IV (CDSP IV) sont en phase de démarrage; ce projet est exécuté par l'Office national des ressources en eau du Bangladesh en partenariat avec le Ministère du territoire, le DVA, le Département de la foresterie, le Département du génie sanitaire et le DICL.
17. Le DICL a démontré qu'il était capable d'exécuter des projets complexes et de grande ampleur qui établissent un lien entre le développement des moyens de subsistance et l'infrastructure rurale. L'utilisation par le DICL de sociétés à contrat de travail collectif (SCTC) a permis d'attribuer aux femmes les plus pauvres une partie des travaux de construction. La PKSF a acquis une très solide réputation en matière de gestion de la microfinance et travaille en partenariat avec plus de 250 institutions de microfinancement (IMF). La PKSF joue donc un rôle clé dans le secteur de la microfinance au Bangladesh. Elle s'applique aujourd'hui à relever le nouveau défi que constitue l'élaboration d'approches plus générales de la réduction de la pauvreté, et s'est engagée dans des projets de chaînes de valeur, de formation professionnelle et de promotion de l'emploi pour les pauvres. L'Office national des ressources en eau du Bangladesh dispose de compétences essentielles en matière d'infrastructures hydrauliques, mais des contraintes institutionnelles l'empêchent de gérer efficacement les projets. Les institutions qui composent le MA, le DVA et le système national de recherche agricole ont un champ d'action considérable et des rôles bien établis en matière de direction de ce secteur clé. Elles sont toutefois confrontées à des problèmes reconnus en

termes de ressources humaines, et les tâches administratives laissent au personnel du DVA peu de temps à consacrer à l'appui des projets de développement.

18. Le nouveau COSOP propose que le FIDA poursuive son travail avec le DICL et la PKSF, tout en renforçant ses partenariats avec les institutions du MA. L'appui fourni au MA et aux agences qui en relèvent, comme le DVA, suivra le modèle adopté pour le NATP. Cette approche vise à reproduire à plus grande échelle les programmes appuyés par les donateurs afin d'en optimiser l'impact tout en utilisant de manière plus efficiente les ressources de gestion du projet.

La stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

19. La Vision 2021 adoptée par le gouvernement et le Plan prospectif 2010-2021 qui lui est associé ont fixé comme objectif au Bangladesh de devenir, en 2021, un pays à revenu intermédiaire. Le gouvernement prévoit, au titre de la Vision 2021, une augmentation du revenu par habitant, un relèvement du niveau de vie des citoyens, une meilleure éducation, une plus grande justice sociale et un environnement socioéconomique plus équitable, la durabilité du développement étant assurée par une meilleure protection contre le changement climatique et les catastrophes naturelles. La mise en œuvre de la Vision 2021 passera par deux plans de développement à moyen terme, dont le premier (le Sixième Plan quinquennal) couvrira les exercices budgétaires 2011-2015. Ce plan vise à assurer une croissance économique élevée par le biais d'un accroissement de l'emploi et de sa productivité. Avec 78% de la main-d'œuvre actuellement occupée dans des emplois à faible revenu et à faible productivité dans le secteur informel, le défi à relever consistera à donner un coup de pouce aux revenus et à la productivité des emplois et à transférer la main-d'œuvre vers le secteur formel.
20. La faible élasticité de la demande des produits alimentaires de base par rapport au revenu, les disponibilités restreintes en terres et la difficulté d'accès aux marchés d'exportation constituent des entraves qui font que l'agriculture n'est pas en mesure d'avoir un taux de croissance comparable à celui des secteurs manufacturier ou des services. Compte tenu de la faible productivité de la main-d'œuvre et de la faiblesse des revenus qui caractérisent ce secteur, le Sixième Plan doit ouvrir la voie au transfert d'un grand nombre de travailleurs de l'agriculture et du secteur informel de l'économie vers des emplois à revenu plus élevé dans les secteurs manufacturier et des services organisés. Les grandes et les petites entreprises doivent contribuer à cette croissance. La promotion de petites entreprises dans les zones rurales doit devenir un élément stratégique de premier plan pour l'augmentation des revenus et de l'emploi dans l'économie rurale, les deux aspects étant essentiels pour une réduction durable de la pauvreté.
21. Cette stratégie pour la croissance et l'emploi sera assortie d'un effort visant à accroître, pour les travailleurs qui demeureront dans le secteur agricole, les possibilités d'activités génératrices de revenus passant par l'augmentation de la productivité de la terre et la diversification de la production agricole. Un secteur agricole solide est fondamental pour la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire. La terre devenant un facteur contraignant par suite de la croissance démographique et de l'urbanisation, l'amélioration de la productivité des sols est une priorité absolue.
22. Pour répondre à la nécessité d'assurer la sécurité alimentaire, on mettra l'accent sur la diversification dans les deux sous-secteurs des productions végétales et non végétales, ce qui aura pour effet de promouvoir l'exploitation commerciale de l'agriculture et d'accroître les revenus des exploitations. Le plan abordera le problème des régions à la traîne, et spécialement les divisions de Khulna, Rajshahi et Barisal, par le biais d'une stratégie visant à développer l'infrastructure et les ressources humaines, à améliorer l'accès aux services

financiers, à promouvoir la migration et à faciliter le développement des échanges et des investissements dans les districts situés sur la frontière avec l'Inde.

23. Le manque de ressources en terre, en capital, en crédit et en compétences a empêché les pauvres de participer aux activités économiques productives. Il existe aussi des obstacles culturels significatifs qui freinent la participation des femmes aux activités économiques. Pour améliorer la dotation en ressources des pauvres, y compris les femmes, le Sixième Plan met l'accent sur un meilleur accès à l'eau d'irrigation, aux engrais, à l'électricité, aux routes rurales et au financement institutionnel.
24. Dans le cadre du Sixième Plan, des mesures spécifiques seront prises, en collaboration avec la communauté internationale, pour répondre aux conséquences négatives du changement climatique. La coopération avec le secteur privé en vue de la fourniture de services économiques vitaux, comme l'électricité et les routes, sera encore renforcée par le biais d'arrangements de partenariat public-privé, sur la base d'un cadre juridique et d'intervention des pouvoirs publics clairement défini. Le gouvernement fera également fond, pour réaliser de nouveaux progrès, sur le bilan positif de la collaboration avec les ONG en matière de prestation de services de santé, d'éducation et de microcrédit.

Harmonisation et alignement

25. Le FIDA reste un partenaire actif dans le processus d'harmonisation entre le gouvernement et les donateurs. Il participe régulièrement au Forum du développement du Bangladesh et fait partie des groupes consultatifs locaux – instance principale de coordination nationale – sur l'agriculture et l'eau. Le FIDA a contribué à la rédaction du deuxième document de stratégie pour la réduction de la pauvreté adopté par le gouvernement et a apporté son appui au Plan national d'investissement (PNI), devenu le cadre d'action des pouvoirs publics pour les investissements en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire. Le COSOP contribue à l'objectif du PNI (voir l'appendice III). Le FIDA est l'un des signataires du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2012-2016), et ses réponses au questionnaire du Comité d'aide au développement lui ont permis d'obtenir une bonne note en termes d'harmonisation et d'alignement.
26. Le FIDA entretient des partenariats stratégiques à long terme avec plusieurs donateurs. Dans le secteur de l'agriculture, il cofinance le NATP avec la Banque mondiale. Les Pays-Bas sont d'importants partenaires dans les projets MIDPCR et CDSP IV, étroitement liés par ailleurs à d'autres opérations conduites dans le même domaine avec un financement du Danemark. Dans le secteur de l'eau, le FIDA s'est associé à la Banque asiatique de développement (BASD) pour le financement du Projet sectoriel participatif d'aménagement hydraulique à petite échelle. Le Projet d'amélioration de l'infrastructure et des moyens de subsistance dans les *haor* (HILIP), récemment approuvé, est cofinancé par l'Espagne. En outre, le FIDA travaille également en étroite coopération avec le Ministère britannique du développement international (DFID) dans le secteur de la microfinance, où le Projet relatif au financement du développement des entreprises et de la création d'emplois, appuyé par la PKSF et le FIDA, intervient aux côtés du programme sectoriel "Promouvoir les services financiers pour réduire la pauvreté" (PROSPER), financé par le DFID.

III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures

27. En avril 2006, date de l'approbation du précédent COSOP, le portefeuille de projets du FIDA se composait de six projets financés par des prêts et de deux projets financés par des dons. Entre cette date et mai 2011, trois projets financés par des prêts et deux projets soutenus par des dons ont été clôturés. Au cours de la même période, quatre nouveaux projets financés par des prêts et trois projets financés par des dons ont démarré, de sorte que le portefeuille actuel se compose de sept projets financés par des prêts et de trois projets financés par des dons.
28. Les ressources allouées par le FIDA pour des prêts au Bangladesh lors de l'approbation du COSOP de 2006 s'élevaient à 49,5 millions d'USD pour le cycle triennal 2004-2006. Après la révision du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) et le très grand succès de la reconstitution des ressources par les donateurs, l'allocation destinée au Bangladesh a été portée à 103 millions d'USD pour le cycle 2010-2012.
29. Les enquêtes sur les projets apportent des preuves de leur impact en termes d'amélioration des moyens de subsistance, d'augmentation des revenus et de renforcement de la sécurité alimentaire. Les tableaux 1 et 2 présentent des exemples des progrès réalisés sur le plan de la sécurité alimentaire et de la malnutrition des enfants.
30. Les résultats du COSOP de 2006 sont résumés ci-après:
 - Sous-programme 1 – Disponibilité accrue des technologies agricoles pour les petits exploitants: les projets ont diffusé un éventail de technologies applicables à la riziculture et à d'autres cultures, et à la production de volaille, de bétail et de poisson; 1 073 000 personnes en bénéficient.
 - Sous-programme 2 – Accès accru des entrepreneurs ruraux aux marchés et aux services financiers: les projets ont construit 484 kilomètres de routes et 47 marchés. L'encours des prêts consentis à 531 000 emprunteurs s'élève, au total, à 9 milliards de BDT.
 - Sous-programme 3 – Innovations dans le développement des infrastructures utiles aux pauvres afin que les personnes extrêmement pauvres puissent en bénéficier: les SCTC constituées par des femmes ont construit 66 kilomètres de routes et 47 marchés.
 - Sous-programme 4 – Accès accru des ruraux pauvres aux ressources collectives: au total, 160 masses d'eau publiques font l'objet d'une gestion communautaire. Le transfert de 140 autres a fait l'objet d'un accord avec le Ministère du territoire.
 - Sous-programme 5 – Accès accru des femmes aux possibilités économiques: dans pratiquement tous les groupes mis en place par les projets, les femmes étaient majoritaires et ont bénéficié d'un appui pour leurs entreprises d'élevage et de pêche, et pour la production maraîchère.

Tableau 1
Changements sur le plan de la sécurité alimentaire

Projet	Indicateur	Changement	Notes
Projet de développement de l'aquaculture	Diminution de la durée moyenne des périodes de pénurie alimentaire	14% (de 64% à 50%) témoin: pas de changement (70%)	Après 6 années d'exécution
Projet d'amélioration de l'agriculture paysanne	Diminution de la durée moyenne des périodes de pénurie alimentaire	44% (témoin: 29%)	Après 7 années d'exécution
Projet d'appui à la microfinance et de soutien technique	Pourcentage de ménages faisant état d'améliorations	8,5%	Impact sur une période de 4 ans 2004-2008
Projet de microfinance pour les agriculteurs marginaux et les petits exploitants	Pourcentage de ménages faisant état d'améliorations	8%	Enquête d'impact à moyen terme 2004-2008
Projet de gestion communautaire des ressources dans le Sunamganj	Pourcentage de ménages faisant état d'améliorations	Membres des GUB* 15% Membres des OC** 17%	GUB sur 2 ans OC sur 6 ans

* GUB: Groupe d'utilisateurs des *beel* (masses d'eau); ** OC: organisation communautaire.

Tableau 2
Sunamganj – indicateurs de malnutrition des enfants
 (pourcentage d'enfants)

	2006	2010
Malnutrition chronique (mesure de la taille par rapport à l'âge < -2 SD)	56,7	47,9
Malnutrition aiguë (mesure du poids par rapport à la taille < -2 SD)	15,3	15,4
Retard pondéral (mesure du poids par rapport à l'âge < -2 SD)	58,6	54,6

Source: indicateurs SYGRI, SCBRMP, Mitra Associates.

B. Enseignements tirés

31. De très nombreux enseignements ont été tirés du travail accompli par le FIDA au Bangladesh au cours des 30 dernières années. Le principal message à retenir, toutefois, est que les populations pauvres sont plus en mesure d'échapper à la pauvreté et à la faim lorsqu'on met à leur disposition, dans le cadre d'une approche axée sur les chaînes de valeur, un ensemble combinant des infrastructures à petite échelle, un accès à une technologie adaptée, un microfinancement et une formation. L'examen mené à l'achèvement du COSOP 2006-2011 relève, pour chaque secteur, les enseignements les plus importants. Ils sont résumés ci-après.
32. Le **développement agricole** demeure indispensable pour assurer la sécurité alimentaire et l'emploi, tandis que l'appui à l'accès aux emplois du secteur non agricole est de plus en plus important pour la réduction de la pauvreté. Les projets financés par le FIDA montrent que le développement agricole, combiné à un accès aux services financiers et à des services de vulgarisation adéquats, accroît l'échelle de l'impact et la durabilité d'une nouvelle technologie. Il est donc nécessaire de disposer de services de vulgarisation spécialisés, dont la prestation pourrait être assurée aussi bien par le DVA que par le secteur privé. L'approche de la chaîne de valeur peut assurer l'approvisionnement en intrants et la diversification de la production nécessaires pour promouvoir la technologie et aider les exploitants agricoles et les microentrepreneurs à accroître leurs bénéfices et à générer des activités et des emplois.
33. La **microfinance**, y compris le microcrédit, demeurera importante au cours de la période couverte par le prochain COSOP. L'approche du microcrédit par les groupes d'autoassistance ne procure aucun avantage en termes de réduction de la pauvreté, et elle est moins durable que le modèle de microfinancement plus courant au Bangladesh. Les prêts saisonniers, par exemple, répondent aux besoins des paysans, mais un suivi étroit est indispensable pour en assurer le

remboursement. Les IMF sont mieux à même que les banques commerciales d'exercer ce suivi. Les produits d'assurance et d'épargne constituent d'importantes ressources pour la résistance aux chocs financiers et naturels.

34. Le développement de **petites infrastructures**, et plus particulièrement la construction de marchés ruraux et de routes de communication, a eu un impact remarquable sur l'économie et l'emploi locaux. Le volume des échanges a sensiblement augmenté en peu de temps, les coûts du transport ont été réduits de moitié et les salaires locaux ont doublé du fait de la demande accrue de main-d'œuvre. L'augmentation de la demande induite par l'arrivée d'acheteurs venant de zones plus éloignées s'est traduite par une hausse des prix.
35. **Gestion des ressources naturelles et pêcheries communautaires.** Les opérations combinant ces deux aspects ont réussi à réduire la pauvreté. Des baux garantis à long terme pour les communautés de pêcheurs peuvent aider les ménages de pêcheurs à passer de la pauvreté à la prospérité, comme l'a montré le SCBRMP. Malgré l'appui du Ministère du territoire, le transfert des masses d'eau à un système de gestion communautaire constitue un processus long et difficile, et peut exiger le soutien d'agences internationales. Des élections périodiques à bulletin secret contribuent à faire en sorte que les dirigeants des groupes de pêcheurs continuent de devoir rendre des comptes à leurs membres.
36. **Autonomisation des femmes.** Le recours aux SCTC plutôt qu'aux entrepreneurs commerciaux pour la construction des marchés et des routes crée des emplois, accroît les compétences et apporte aux femmes extrêmement pauvres à la fois une rémunération en espèces et un supplément d'amour-propre. La formation professionnelle et technique dans le secteur de l'agriculture a eu un impact réduit sur les femmes, étant donné que les activités agricoles sont, pour l'essentiel, gérées par les hommes. L'obtention par les femmes d'un pouvoir décisionnel reste encore très problématique. Bien que les femmes participent, en qualité de membres, aux groupes de microfinancement, les avantages qu'elles en retirent sont limités, car les hommes jouent encore un rôle dominant dans les grandes décisions.

IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays

A. Avantage comparatif du FIDA

37. Ses interventions dans plusieurs secteurs ont permis au FIDA d'acquérir des compétences spécifiques.
38. Le **développement des infrastructures** figurait au programme de 16 des 27 projets financés par le FIDA, et cette composante a été exécutée parallèlement à d'autres activités de développement des moyens de subsistance. Les projets financés par le FIDA associent les communautés au développement des infrastructures par l'intermédiaire des SCTC, auxquelles sont confiées la construction et la maintenance des routes et des marchés, et des comités de gestion des marchés, qui se chargent du développement du marché.
39. L'appui aux **pêches continentales** dans les eaux de surface se poursuit depuis plus de 22 ans, et le FIDA a suivi les progrès de groupes communautaires constitués par les précédents projets. Cette expérience, ainsi que les études à long terme réalisées dans la zone du projet de Sunamganj (constituant aujourd'hui la plus importante initiative de pêcheries communautaires du pays), a fourni au FIDA les outils nécessaires à la réussite d'une reproduction à plus grande échelle de cette approche.

40. L'**accès au marché** est un thème sur lequel de nombreux projets appuyés par le FIDA ont mis l'accent. Outre la fourniture des investissements matériels (routes et marchés), les projets ont élaboré le "logiciel" requis, autrement dit des marchés ruraux organisés, et des producteurs et des négociants locaux capables d'établir des liaisons avec des marchés de plus haut niveau. Certains projets récents ont réalisé des progrès encourageants vers l'adoption d'une approche axée sur la chaîne de valeur pour développer des sous-secteurs spécifiques, qui pourraient s'avérer précieux pour de futurs projets.
41. Le **microcrédit rural** a été l'un des grands thèmes de 21 des 27 projets. Le FIDA a acquis une expérience considérable en travaillant avec différentes institutions de prêt et en mettant à l'essai diverses modalités de prêt comme les systèmes de détail, de gros et de groupes communautaires. Les projets ont aussi introduit des innovations significatives comme l'utilisation de prêts saisonniers ou appuyés sur une assurance. L'expérience montre que le microcrédit peut être un outil puissant pour la réduction de la pauvreté lorsqu'il est associé au renforcement des capacités et à l'accès à la technologie et aux marchés. Le FIDA est l'un des rares donateurs encore actifs dans ce secteur et continue d'apporter une contribution significative en termes d'approches innovantes.
42. **Genre.** Le FIDA a réussi à autonomiser des femmes démunies grâce à une formation professionnelle dans le cadre d'activités d'infrastructure en rapport avec les SCTC. Le FIDA a élaboré une approche couronnée de succès en fournissant aux groupes de SCTC un accès à la microfinance et à la formation professionnelle. Les femmes ont lancé leurs propres activités génératrices de revenus et sont parvenues à investir dans de petites entreprises, surtout dans l'agriculture et l'élevage. Le modèle d'élevage de volaille du Bangladesh⁴ est mondialement reconnu comme un chemin de sortie de la pauvreté pour les femmes pauvres.

B. Objectifs stratégiques

43. Le présent COSOP appuiera la stratégie de développement rural adoptée par le gouvernement, et notamment le but, énoncé dans le Sixième Plan, de diversifier l'agriculture dans le sens d'une production à plus forte valeur ajoutée pour en promouvoir l'exploitation commerciale et accroître les revenus des exploitations. La contribution spécifique du FIDA impliquera la promotion de moyens de subsistance plus commerciaux et plus rémunérateurs pour les petits producteurs ruraux – cultivateurs et pêcheurs.
44. Le COSOP est aligné sur le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, qui voit dans l'agriculture familiale une entreprise rentable liée aux marchés et aux chaînes de valeur, avec les domaines thématiques suivants: i) adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets; ii) accès sûr aux ressources naturelles; iii) intégration au sein de chaînes de valeur grâce à des marchés concurrentiels des intrants et des produits; iv) développement des entreprises rurales; v) technologies agricoles améliorées; et vi) services financiers complets. Le COSOP souligne l'importance du genre en mettant l'accent sur l'autonomisation sociale et économique des groupes marginalisés, et notamment des femmes pauvres.
45. Le COSOP 2012 pour le Bangladesh a retenu les trois objectifs stratégiques suivants:

⁴ Le modèle d'élevage de volaille du Bangladesh encourage les petits producteurs de volaille à se spécialiser dans l'une ou l'autre des spécialités suivantes: minicouvoirs, élevage des poussins, élevage en batterie et emploi en qualité d'ouvriers à la volaille, afin d'accroître l'efficacité et la rémunération du sous-secteur du petit élevage de volaille.

46. **Objectif stratégique 1: faire en sorte que les moyens de subsistance des populations pauvres des zones vulnérables soient mieux adaptés au changement climatique.** Le Bangladesh est parmi les pays les plus exposés au risque associé aux conséquences du changement climatique. Cet objectif est donc aligné sur l'objectif affiché par le gouvernement, qui est d'aider les communautés et les personnes vivant dans les zones rurales à renforcer leur résilience et à s'adapter au changement climatique. Les projets financés par le FIDA seront implantés dans les zones particulièrement vulnérables, comme la bande côtière, où vivent un grand nombre de pauvres qui pourraient devenir des "réfugiés climatiques". Les projets amélioreront la résilience face au changement climatique: a) en investissant dans des infrastructures destinées à protéger les personnes et leurs moyens de subsistance (comme les abris cycloniques et les digues anti-inondation) et résistantes aux mauvaises conditions météorologiques (comme les routes submersibles); et b) en favorisant les moyens de subsistance durables pour les personnes vivant dans les zones vulnérables, comme les activités axées sur la pêche (par exemple, des étangs côtiers de pisciculture), sur les cultures tolérantes au sel et à l'inondation (par exemple certaines variétés de riz et d'autres aliments de base), et un accès sûr aux nouvelles terres côtières d'accroissement.
47. **Objectif stratégique 2: faire en sorte que les petits producteurs et entrepreneurs tirent parti de l'amélioration des chaînes de valeur et d'un accès élargi au marché.** a) par le développement des routes rurales et des infrastructures de marché; b) par l'établissement d'institutions de marché durables; c) par la promotion de technologies innovantes permettant, malgré les contraintes naturelles (salinité, saturation en eau), une production efficace en réponse à la demande du marché; d) par le développement de services financiers induits par la demande; et e) par la mise à disposition des producteurs des moyens d'acquérir les savoirs et les compétences nécessaires pour qu'ils aient accès aux marchés des intrants et des produits. L'approche axée sur la chaîne de valeur appuiera l'exploitation commerciale de l'agriculture paysanne, conformément aux dispositions du Sixième Plan quinquennal adopté par le gouvernement. Elle favorise aussi un accroissement de la productivité de la terre et de la main-d'œuvre – tant pour assurer la sécurité alimentaire nationale que pour accroître les revenus ruraux. Les producteurs seront encouragés à diversifier leur production, en privilégiant les cultures à plus forte valeur, et à répondre à la demande croissante de légumes, de fruits, de viande, de poisson et de lait, en vue d'augmenter leurs revenus.
48. **Objectif stratégique 3: autonomiser, sur les plans économique et social, les groupes marginalisés comme les femmes rurales pauvres.** Les femmes rurales pauvres méritent qu'une attention particulière soit portée à leur rôle essentiel dans les activités économiques au sein de la famille et au niveau du village. Il est prévu, pour appuyer les femmes: a) de reproduire à plus grande échelle l'approche des SCTC pour la création d'emplois; b) de promouvoir l'emploi indépendant dans des entreprises rurales/agricoles comme les élevages de volaille; c) de renforcer leurs capacités et leurs compétences pour améliorer leurs perspectives d'emploi au plan local ou les possibilités d'obtenir, par le biais d'une migration, des emplois mieux rémunérés; et d) d'encourager la participation aux processus décisionnels à tous les niveaux, y compris la direction de projet, par le biais de la sensibilisation et du plaidoyer, et de mener des expériences pilotes sur des modalités d'instauration de quotas.

C. Perspectives d'innovation

49. Le but poursuivi par le FIDA, au Bangladesh, est de proposer des innovations réussies et d'agir avec les pouvoirs publics en vue de les reproduire à plus grande échelle, de préférence à l'échelle du pays, pour réduire la pauvreté.

Cette reproduction à plus grande échelle exigera une coopération avec les partenaires existants, comme les organismes d'exécution (DICL, PKSF, MF et MA), et avec les milieux de la recherche. Une approche horizontale sera utilisée dans des projets de suivi; des éléments du MIDPCR, par exemple, seront reproduits dans d'autres districts. Une extension verticale pourrait être requise pour des technologies nouvelles, comme une technique d'irrigation. La recherche de partenaires et de modalités adéquats, en particulier au niveau des pouvoirs publics, sera essentielle pour déclencher le changement.

50. Les innovations ne seront pas uniquement d'inspiration locale. La recherche d'idées de bonnes pratiques et de bonnes technologies s'effectuera aussi à l'extérieur du pays. Le suivi-évaluation (S&E) et le partage des savoirs joueront également, comme on le verra ci-dessous, un rôle important. Le FIDA pourrait par ailleurs envisager d'élaborer, à l'intention des décideurs, des notes sur le changement d'échelle. On trouvera ci-après quelques exemples des possibilités de reproduction à plus grande échelle dans le pays:
- **Infrastructure.** D'importants travaux ont déjà été entrepris, par le DICL et par des ONG, pour la construction de routes en béton résistantes aux inondations et de maisons spécialement renforcées pour résister aux tempêtes. Cette technologie pourrait être utilisée dans d'autres endroits similaires.
 - Les **énergies renouvelables** sont considérablement sous-utilisées, principalement par suite du manque de terre (pour le biogaz) et de ressources (pour l'énergie solaire). On explorera les possibilités de partenariat avec les organismes de pointe dans le domaine des énergies renouvelables – et spécialement le partenariat entre Energy for All et l'Agence néerlandaise de développement international, la BAsD et la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW).
 - La **gestion communautaire des ressources** est encouragée par les projets SCBRMP et HILIP. La reproduction à plus grande échelle des arrangements actuels en matière de baux se concrétisera prochainement par le biais du HILIP récemment approuvé. La promotion de cette approche est étendue à l'échelle du pays.
 - La **technologie agricole**, et notamment les variétés adaptées au climat et les alevins améliorés, a un grand potentiel dans les zones rurales du Bangladesh. La promotion de liaisons entre la recherche agricole et les projets d'investissement des agences de développement appuiera la reproduction à plus grande échelle des résultats positifs.
 - De **nouveaux canaux de commercialisation** et de nouveaux arrangements institutionnels, comme les comités de gestion des marchés, sont mis à l'essai par le MIDPCR, en vue d'une reproduction à plus grande échelle dans le cadre d'un nouveau projet. Les technologies de l'information et des communications (TIC) joueront sans doute un rôle croissant dans le domaine des marchés, et feront partie des composantes des futurs projets.
 - L'**autonomisation économique** des femmes a été réalisée, dans certains projets, par la création de sections spéciales réservées aux femmes dans les marchés. Il est désormais important de trouver des moyens de renforcer la position des femmes négociantes au sein des comités de marché et des instances administratives. On pourrait mettre à l'essai un système de quotas de participation des femmes, en vue de déterminer son acceptabilité sociale.

D. Stratégie de ciblage

51. Le groupe cible du FIDA comprendra des personnes vivant dans des états de pauvreté extrême ou modérée⁵. La stratégie de ciblage prendra pour point de départ le niveau géographique: on déterminera d'abord les zones de pauvreté et on appliquera ensuite les critères relatifs aux besoins des ménages, y compris les disponibilités alimentaires et les actifs. La détermination du groupe ciblé sera fonction du type de projet. Un projet de développement d'infrastructure, par exemple, offrira des avantages à des personnes extrêmement pauvres, et spécialement des femmes grâce à l'approche des SCTC, ainsi que d'autres utilisateurs de l'infrastructure dans la zone cible. Le développement de la chaîne de valeur ciblera: i) les paysans sans terres et marginaux; et ii) les petits exploitants et les entrepreneurs ruraux. Les participants à un projet donné seront déterminés sur la base de facteurs tenant à la disponibilité de moyens comme la terre et l'accès au crédit. Le mécanisme participatif de préévaluation rurale et d'autres outils du même ordre seront utilisés pour s'assurer de l'inclusion de femmes et de personnes appartenant aux groupes autochtones. Le COSOP 2012 poursuivra l'approche de ciblage mise en œuvre avec succès pour le COSOP 2006.

E. Articulation au niveau des politiques

52. Les articulations au niveau des politiques des objectifs stratégiques du COSOP sont exposées ci-après:
53. Pour l'objectif stratégique 1, qui concerne la résilience au changement climatique, le FIDA et ses partenaires appuieront des politiques visant à accroître la participation des autorités locales à la mise à disposition et à la maintenance de l'infrastructure rurale. Des études seront réalisées pour recueillir des données sur l'ampleur de la participation des autorités locales à la mise à disposition de l'infrastructure, et pour tirer les enseignements des approches adoptées. Un second groupe de questions relevant des pouvoirs publics et se rattachant à cet objectif concerne les lois et règlements favorisant l'accès garanti des communautés de pêcheurs aux masses d'eau.
54. Pour l'objectif stratégique 2, en rapport avec l'amélioration des chaînes de valeur, le FIDA et ses partenaires militeront en faveur de politiques permettant aux producteurs et aux petits négociants de jouer un rôle accru dans la gestion des marchés formels et informels. Agissant avec d'autres donateurs, le FIDA continuera à plaider en faveur d'améliorations du contexte réglementaire régissant les IMF afin qu'il soit plus facile de mettre des services durables à la disposition des populations rurales.
55. Pour l'objectif stratégique 3, axé sur l'autonomisation de groupes marginalisés, le FIDA, en partenariat avec une institution locale, contribuera à l'élaboration de réglementations pilotes qui rendront possible l'inclusion des groupes défavorisés au sein des instances décisionnelles à divers niveaux, en ayant recours, par exemple, à un système de quotas.

V. Gestion du programme

A. Suivi du COSOP

56. Les indicateurs contenus dans le cadre de résultats du COSOP seront utilisés pour suivre l'avancement de la mise en œuvre du COSOP. Les indicateurs d'effet rendent compte de résultats tels que le nombre de personnes bénéficiant d'une infrastructure résiliente au climat, ou l'augmentation de la

⁵ Dans une situation où la ligne de pauvreté est représentée par une bande, les ménages extrêmement pauvres vivent sous la ligne inférieure de la bande, tandis que les ménages modérément pauvres vivent sous la ligne supérieure de cette bande. Ces deux lignes sont définies sur la base du coût des besoins élémentaires. Le coût d'un panier de 11 produits alimentaires fournissant 2 122 kilocalories par personne et par jour représente la dépense totale d'un ménage vivant sur la ligne inférieure, tandis qu'il représente les dépenses alimentaires d'un ménage vivant sur la ligne supérieure.

production et des ventes des produits ruraux. Les indicateurs d'étape font apparaître les résultats immédiats tels que le volume d'infrastructure construite et le nombre de producteurs formés à une technologie. Les données seront extraites des systèmes de S&E des projets.

57. Le DRE, en partenariat avec le FIDA, dirigera les examens annuels du COSOP. Le rapport d'activité annuel comportera des informations sur les questions relatives à la gestion du portefeuille, le point sur l'avancement d'ensemble du projet suivi par un tableau de synthèse du système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI), les progrès du suivi du projet, les activités de conseil sur les politiques et de gestion des savoirs, et le renforcement global des capacités au niveau du pays. Les conclusions seront examinées par le DRE, le FIDA et d'autres parties prenantes au niveau national. Le FIDA et le gouvernement organiseront en 2015 un examen à mi-parcours du COSOP afin d'y apporter les éventuels ajustements nécessaires pour tenir compte d'enseignements émergents ou de nouvelles priorités.

B. Gestion du COSOP

58. Le FIDA continuera d'exercer une supervision directe sur ses projets au Bangladesh, d'apporter un appui à leur exécution et de renforcer les capacités des équipes de gestion des projets. La coordination entre les diverses institutions partenaires sera l'une des principales responsabilités du bureau de présence dans le pays. À l'heure actuelle, l'équipe affectée à la présence dans le pays est réduite à un gestionnaire du programme de pays, mais il est envisagé d'y affecter également un spécialiste de la gestion des savoirs.
59. Le FIDA continuera d'apporter un appui à la gestion dans les domaines des finances et de la passation des marchés, afin de s'assurer que les projets respectent pleinement les procédures et adoptent les meilleures pratiques, tout en évitant les retards dans l'exécution. De manière générale, les projets suivent les Règles publiques de passation des marchés, à moins qu'elles ne soient pas compatibles avec les Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets, auquel cas ce sont ces dernières qui seront d'application. Bien qu'aucun des projets en cours n'entre dans la catégorie des projets "à risque", le FIDA continuera à améliorer les notations dans les rapports sur l'état d'avancement des projets.

C. Partenariats

60. Le COSOP 2012 continuera à faire fond sur les partenariats efficaces établis avec le gouvernement (par l'intermédiaire du DRE) et ses ministères et agences (notamment le DICL, la PKSF, le Ministère de l'eau, le MA), les organismes donateurs et la société civile. On recherchera également de nouveaux partenariats et de nouveaux accords de coopération avec le secteur privé, notamment par le biais de projets adoptant l'approche de la chaîne de valeur. Des groupes de réflexion tels que l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires seront sollicités en vue d'une collaboration portant sur les politiques.
61. La question du changement climatique est prioritaire pour un certain nombre de donateurs; le FIDA s'associera par conséquent aux Pays-Bas pour financer les projets CDSP IV et MIDPCR, et à l'Espagne pour le financement du HILIP (ces projets se rapportant tous à l'impact du changement climatique).
62. Un appui à la chaîne de valeur est également fourni au titre du MIDPCR, du HILIP et du NATP, cofinancé par la Banque mondiale. L'accent mis sur l'amélioration de l'accès aux technologies renforcera encore les partenariats avec le MA et la PKSF (par le biais de la fourniture de technologies agricoles, parallèlement au crédit). Le PNI offre des possibilités prometteuses de collaboration avec les donateurs dans le secteur de l'agriculture. Le FIDA souhaite également continuer à cofinancer des projets avec la Banque mondiale, et explorera les possibilités d'intervenir avec d'autres donateurs,

comme l'Agence danoise de développement international (DANIDA). Il accorde à l'heure actuelle des petits dons pour la recherche à des organismes internationaux de recherche agricole (Institut international de recherche sur le riz et WorldFish Center) qui, en partenariat avec les instituts de recherche nationaux (Institut du Bangladesh pour la recherche sur le riz, Institut du Bangladesh pour la recherche agricole et Institut du Bangladesh pour la recherche sur les pêcheries), mettent au point des techniques à mettre en œuvre dans les projets financés par le FIDA et dans un cadre plus général. Ces partenariats se poursuivront pendant la période couverte par le COSOP et mettront l'accent sur la mise au point de technologies adaptées au changement climatique.

63. Les ONG font partie intégrante de la plupart des projets financés par le FIDA et contribuent efficacement à la fourniture de services aux pauvres au niveau des communautés de base. Les projets financés par le FIDA au Bangladesh coopèrent actuellement avec plus de 100 ONG, principalement des IMF. La plupart d'entre elles sont gérées par la PKSF.

D. Gestion des savoirs et communication

64. La gestion des savoirs et la communication sont des éléments clés du programme du FIDA au Bangladesh. L'objectif est de diffuser les enseignements à l'ensemble des projets, institutions et décideurs, et de permettre un retour, en direction du FIDA, des informations pertinentes. La gestion des savoirs sera renforcée, dans le cadre du programme de pays, par le recrutement d'un spécialiste de ce domaine qui sera affecté au bureau de présence du FIDA dans le pays. Ce spécialiste travaillera avec le gestionnaire du programme de pays en vue du renforcement de l'appui actuellement apporté sur le plan du S&E des projets.
65. Un bulletin d'information, constituant un outil efficace de diffusion de l'information, continuera d'être publié en anglais et en bengali. Le nouveau site web IFADAsia jouera un rôle central dans le partage des savoirs à l'intérieur du pays et au-delà. L'accent, précédemment mis sur la diffusion de l'expérience spécifique au FIDA, portera désormais davantage sur le recensement des innovations, des bonnes pratiques et des praticiens potentiels. Des ateliers seront organisés en vue du partage de savoirs sur des thèmes précis, et spécialement sur les questions mises en évidence par les projets achevés, en vue d'internaliser les enseignements dans les nouveaux projets et de fournir un éclairage aux politiques. En outre, le personnel des projets continuera à participer aux activités régionales d'apprentissage organisées par le FIDA et ses partenaires internationaux.
66. La gestion des savoirs fera fond sur les informations et les éléments probants enracinés dans des systèmes solides de S&E des projets. Les progrès significatifs récemment réalisés en termes de volume et de qualité des données produites seront poursuivis. La mise en place, dans les projets de conception récente, d'unités de S&E des projets devrait déboucher sur la production systématique d'informations sur les effets et l'impact des projets, en vue d'un apprentissage constant au cours de l'exécution, qui permettra d'apporter des ajustements aux processus du projet pour en maximiser l'impact. De nouveaux outils, comme l'outil multidimensionnel d'évaluation de la pauvreté, mis au point grâce à des crédits fournis par l'Initiative pour intégrer l'innovation (III), seront mis à l'essai pour améliorer la mesure de l'impact.

E. Cadre de financement SAFP

67. Le COSOP couvrira deux cycles du SAFP: 2013-2015 et 2016-2018. Sur la base des notes et des critères actuels du SAFP, on retient comme hypothèse que l'allocation du FIDA demeurera de l'ordre de 103 millions d'USD pour le cycle 2013-2015. Le tableau 3 illustre la méthode par laquelle l'allocation pour le Bangladesh a été établie. Cette allocation sera répartie en quatre prêts sur

une période de six ans, afin de concevoir des projets d'une taille raisonnable. Cela permettra d'entreprendre des activités pilotes et de les reproduire à plus grande échelle tout en maîtrisant les dépenses de supervision et de conception.

Tableau 3
Calcul de l'allocation SAFP pour la première année du COSOP

<i>Indicateurs</i>	<i>COSOP année 1</i>	
Notes évaluant le secteur rural		
A i)	Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	4,13
A ii)	Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	3,63
B i)	Accès à la terre	3,19
B ii)	Accès à l'eau à usage agricole	3,69
B iii)	Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	3,83
C i)	Conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,50
C ii)	Climat des investissements pour les entreprises rurales	3,75
C iii)	Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	3,67
D i)	Accès à l'éducation dans les zones rurales	5,25
D ii)	Représentation	4,00
E i)	Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	3,50
E ii)	Obligation redditionnelle, transparence et corruption dans les zones rurales	2,94
	Somme des notes cumulées	153,67
	Moyenne des notes cumulées	3,84
	Notation des projets à risque (PAR)	5
	Indice d'affectation des ressources de l'IDA	3,48
	Note du pays	12 755
	Allocation annuelle (en dollars des États-Unis)	39 335 727

Note: Tous les chiffres sont actualisés annuellement. Les données les plus récentes ont été communiquées à la trente-quatrième session du Conseil des gouverneurs, en 2011.

68. La note SAFP a été actualisée à la suite d'une réunion de consultation interne au pays, tenue en octobre 2010. Les deux principales variables de performance au niveau des projets et à celui du secteur rural sont: i) la notation PAR (projet à risque); et ii) l'évaluation du secteur rural. À l'heure actuelle, aucun projet n'entre dans la catégorie des projets à risque, et la moyenne des notes d'évaluation du secteur rural est de 3,84. Dans certains domaines, la performance demeure inférieure à la moyenne et il conviendra d'y prêter attention. Il s'agit notamment de l'accès à la terre (B i)), et de l'obligation redditionnelle, la transparence et la corruption dans les zones rurales (E ii)). Les allocations SAFP sont révisées tous les ans et dépendent d'un certain nombre de variables comme le programme global de prêts du FIDA et la disponibilité de ressources. Il est par conséquent possible que les engagements annuels du FIDA soient sensiblement supérieurs ou inférieurs au montant actuel. L'impact potentiel de la performance des projets et du secteur sur l'allocation annuelle est présenté ci-dessous (tableau 4) dans une série de scénarios hautement indicatifs.

Tableau 4
Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

<i>Scénario de financement</i>	<i>Note PAR (+/- 1)</i>	<i>Note de performance du secteur rural (+/- 0,3)</i>	<i>Variation en pourcentage de la note SAFF du pays par rapport au scénario de base</i>
Hypothèse basse	4	3,54	-23%
Hypothèse de base	5	3,84	0%
Hypothèse haute	6	4,14	26%

F. Risques et gestion des risques

69. Plusieurs risques ont été recensés pour la période du prochain COSOP. Le premier – l'impact des catastrophes naturelles – est le plus grand, étant donné qu'il peut provoquer des pertes de vies humaines et des pertes matérielles. La probabilité d'un tel risque est élevée. Les mesures d'atténuation comprennent une évaluation attentive en vue de prévoir des arrangements adéquats à propos de l'infrastructure et de la maintenance. L'expérience des projets en cours et antérieurs fournit une vaste gamme de possibilités d'atténuation.
70. Le deuxième risque est associé à la technologie agricole, car elle pourrait ne pas être suffisamment disponible pour appuyer les chaînes de valeur et le développement agricole. La probabilité d'un tel risque est moyenne à faible. On y répondra principalement par l'intégration de la recherche dans la conception du projet et par un partage efficace des informations avec les agences et les programmes nationaux et internationaux de recherche.
71. Le troisième risque est que les débouchés que pourrait offrir le marché ne se concrétisent pas comme prévu. La probabilité d'un tel risque est moyenne. Le FIDA donnera au gouvernement des avis sur les politiques nationales susceptibles d'introduire des distorsions sur les marchés, mais l'impact de ces conseils est limité. Les projets axés sur la promotion des chaînes de valeur atténueront les risques potentiels et leur ampleur en procédant, lors de la détermination des types d'investissements, à une analyse approfondie de la chaîne de valeur et du marché.
72. Le quatrième groupe de risques est à mettre en rapport avec une mauvaise performance des organismes d'exécution, et notamment la corruption. La probabilité d'un tel risque est moyenne à élevée. Les notations attribuent au Bangladesh un taux élevé de corruption (en 2011, l'Indice de perception de la corruption le plaçait au 120^e rang sur 182 pays, avec une note de 2,7)⁶ malgré les progrès réalisés au cours des dernières années. Pour gérer ce risque, le FIDA suivra des processus transparents et associant les clients. La conception des projets est induite par la demande, et les organismes d'exécution sont choisis avec prudence, en fonction de leur capacité et de leur bilan en matière d'exécution de projets. L'appui au démarrage et à l'exécution s'ajoutera à la supervision annuelle. Le manuel d'exécution des projets est destiné à faciliter les arrangements relatifs à l'exécution. La présence du FIDA dans le pays et les sessions périodiques de retour d'information entre les directeurs des projets et le chargé de programme de pays assurent le fonctionnement d'un système permanent de freins et de contrepoids. Les directives nationales en matière de passation des marchés ont été jugées compatibles avec la politique du FIDA en la matière. En outre, les missions de supervision du FIDA vérifient régulièrement la conformité des décisions de passation des marchés prises dans le cadre des projets. Les recommandations de l'audit annuel font l'objet d'un suivi, et un journal d'audit a été institué. Le recours à des services d'audit privés peut être envisagé si l'agence nationale d'audit ne respecte pas les procédures du FIDA. Les mécanismes d'audit internes seront renforcés le cas échéant.

⁶ Transparency International: Indice de perception de la corruption 2011.

COSOP consultation process

52. The COSOP preparation began in January 2011 and included the preparation of background papers and consultations with main stakeholders for rural and agricultural development. During January to March 2011, a series of background papers were commissioned to provide the most recent update of a relevant sector for the COSOP 2012. The papers have been included in the COSOP life file and are attached to the COSOP document in an annex:
53. Sector papers:
 Agriculture – Charles Bevan, consultant
 Aquaculture – WorldFish Center
 Micro-Finance – Dewan Alamgir, consultant
 Remittances – Robert Weins, IFAD Financing Facility for Remittances
54. Cross-cutting papers:
 Baseline Poverty Analysis – Edward Mallorie, consultant
 Gender Analysis - Zarina Rahman Khan, consultant
 Climate Change – Shahab Enam Khan, consultant
 Country Technical Note on IP Issues – Raja Devasish Roy, consultant, for the IFAD, PTA - Indigenous People desk
55. The preparation of these papers is counted as part of the consultation process, since it involved consultations with a range of sector stakeholders. Five national experts made specialised contributions to the agricultural sector study, while the lead consultant for this study, attended the International Conference on Crop Production organized by the Bangladesh Society of Agronomy on 6th & 7th October 2010. The findings and recommendations of the sector review for aquaculture were discussed with the Department of Fisheries at a workshop organised by the World Fish Centre.
56. Further consultations were held at meetings with individual donors and international agencies – these included the World Bank, Asian Development Bank, the Netherlands Embassy, DFID (UK), DANIDA (Denmark), USAID, FAO and IRRI. Meetings were also held with some of the major NGOs including BRAC.
57. Two workshops were designed to obtain the views from main stakeholders on the recent evolvments in the rural and agricultural sectors. The first workshop was organised in April 2011 in the LGED headquarters building and was attended by the project Directors of IFAD funded projects, representatives of donor agencies (DANIDA, Dutch Embassy, AsDB, DFID), civil society organisations (IDE), research institutions (IRRI, WFC, IUCN), NGOs (COAST, JAKAS) government agencies (DAE, Ministry of Agriculture) as well as a representative of IFAD's direct counterpart ERD, Ministry of Finance. The workshop provided an overview on results and lessons from the COSOP 2006 – 2011 and the main outcomes from four ongoing IFAD supported projects. The project directors offered their views on the current progress and lessons learnt for the benefit of future interventions. Other presentations summarized the opportunities in the agricultural and fisheries sectors. The brain storming section collected ideas on the opportunities, entry points and current gaps in order to support:
- Agriculture, livestock and fishery sub-sectors;
 - Rural employment for women;
 - Value Chain and Microfinance;
 - Adaptation to Climate Change;
 - Gender and Women Empowerment.
58. The workshop recommended that the support human resources development and capacity building should be linked to technology and infrastructure development as an important entry point for agricultural development. The access to markets for

producers and traders remains a serious gap and needs to be addressed right at the outset of a new strategy. Self-employment opportunities for women are mainly in high value horticulture, small livestock and even in aquaculture. Women would need technical support as well as capacity building. Gaps in the current development effort by government and donors are in support of wage employment, addressing climate change and expanding market facilities.

59. The workshop also concluded that microfinance is still important, but it needed to be linked with agricultural production and marketing. Microfinance should support all steps along the value chain. The latter implies a selection in favour of sub-sectors with growth potential. In terms of climate change, the threats to development are many starting from floods, degrading natural resources and leading to shrinking labour and product markets. Climate change means also opportunities for investments in terms of adapted infrastructure and research and the involvement of the private sector. In terms of gender and women empowerment, the workshop commended the positive developments that took place in Bangladesh over the last 4 decades in terms of improved primary school enrolment, pro-women policies, increased women employment and participation at local and national levels. Still, an absence of proper consultations in decision making was noted, as men's attitude and cultural habits change only slowly. Broadly, the implementation of women friendly policies is pending and requires a stronger thrust. Rural women require more awareness of their role and livelihood opportunities including employment in the off farm sector and social aspects like maternal health issues.
60. The above deliberations of the first workshop were incorporated in first draft of the COSOP 2012, which was presented to a second workshop held at IFAD's counterpart ERD in the Ministry of Finance in May 2011. In addition to the first draft COSOP 2012, the completion review of the previous COSOP (2006-11) was circulated to ERD and other stakeholders. The second COSOP 2012 workshop was chaired by Mr M Musharraf Hossain Bhuiyan, Secretary ERD, Ministry of Finance. Representatives of key government departments were present (including the Ministry of Agriculture, Ministry of Fishery and Livestock), to discuss with the directors of IFAD funded projects and partner agencies (EKN, PKSf, WFC, IRRI) the draft outline and results framework for the proposed new COSOP 2012. The meeting appreciated the results achieved under the COSOP period 2006 – 2011 and concurred with the proposed objectives for the COSOP 2012 and the tentative project pipeline. It recommended that IFAD should proceed with the planning of the COSOP 2012.
61. The draft COSOP was reviewed by IFAD's QE/peer review and the OSC during November and December 2012. The final step of the consultation process was the validation meeting in Bangladesh in January 2012. The meeting was hosted by ERD and attended by concerned ministries reviewed and concurred with the final draft COSOP 2012 to be presented to the IFAD Executive Board in April 2012.

Country economic background and profile

COUNTRY DATA

Bangladesh			
Land area (km2 thousand) 2009 1/	130	GNI per capita (USD) 2009 1/	580
Total population (million) 2009 1/	162.22	GDP per capita growth (annual per cent) 2009 1/	4
Population density (people per km2) 2009 1/	1 246	Inflation, consumer prices (annual per cent) 2009 1/	5
Local currency Taka (BDT)		Exchange rate: USD 1 = 75.20 BDT	
Social Indicators		Economic Indicators	
Population growth (annual per cent) 2009 1/	1	GDP (USD million) 2009 1/	39 360
Crude birth rate (per thousand people) 2009 1/	21	GDP growth (annual per cent) 1/	
Crude death rate (per thousand people) 2009 1/	6	2000	5.9
Infant mortality rate (per thousand live births) 2009 1/	41	2009	5.7
Life expectancy at birth (years) 2009 1/	67		
		Sectoral distribution of GDP 2009 1/	
Total labour force (million) 2009 1/	78.62	per cent agriculture	19
Female labour force as per cent of total 2009 1/	41	per cent industry	28
		per cent manufacturing	18
		per cent services	53
Education		Consumption 2009 1/	6
School enrolment, primary (per cent gross) 2009 1/	112	General government final consumption expenditure (as per cent of GDP)	77
Adult illiteracy rate (percentage 15 and above) 2009 1/	44	Household final consumption expenditure, etc. (as per cent of GDP)	
		Gross domestic savings (as per cent of GDP)	17
Nutrition			
Daily calorie supply per capita	n/a	Balance of Payments (USD million)	
Malnutrition prevalence, height for age (per cent of children under 5) 2007 1/	43	Merchandise exports 2009 1/	15 084
Malnutrition prevalence, weight for age (per cent of children under 5) 2007 1/	41	Merchandise imports 2009 1/	21 833
		Balance of merchandise trade	-6 749
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as per cent of GDP) 2009 1/	3.4	before official transfers 2009 1/	-7 793
Physicians (per thousand people) 2008 1/	n/a	after official transfers 2009 1/	3 345
Population using improved water sources (per cent) 2008 1/	80	Foreign direct investment, net 2009 1/	674
Population using adequate sanitation facilities (per cent) 2008 1/	53		
Agriculture and Food		Government Finance	
Food imports (per cent of merchandise imports) 2007 1/	22	Cash surplus/deficit (as per cent of GDP) 2009 1/	-2
Fertilizer consumption (kilograms per ha of arable land) 2008 1/	165	Total expense (per cent of GDP) a/ 2009 1/	11
Food production index (1999-01=100) 2009 1/	132	Present value of external debt (as per cent of GNI) 2009 1/	17
Cereal yield (kg per ha) 2009 1/	3 890	Total debt service (per cent of GNI) 2009 1/	1
		Lending interest rate (per cent) 2009 1/	15
Land Use		Deposit interest rate (per cent) 2009 1/	13
Arable land as per cent of land area 2008 1/	61		
Forest area as per cent of total land area 2006 1/	6.7		
Agricultural irrigated land as per cent of total agric. land 2008 1/	n/a		

a/ Indicator replaces "Total expenditure" used previously.

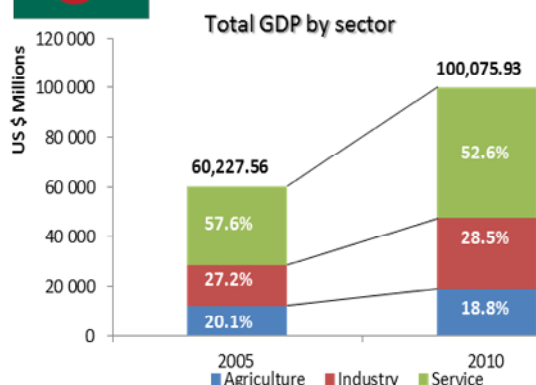
1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2011-2012

COUNTRY PROFILE



BANGLADESH

Key statistics



	2005	2010
GNP (current US \$ million)		
GNI per capita Atlas method (current US\$)	480	700
Total GDP (current US\$ million)	60,277.5	100,075.9
Agricultural GDP value add (current US\$ million)	11,646.1	18,218.8
Total Population (millions)	140.59	148.69
Rural population (millions)	104.49	106.95
Agriculture Population (millions)	70.34	67.44
Total economically active population in Agriculture (millions)	32.66	32.10
Female economically active population in Agriculture (millions)	15.59	16.34

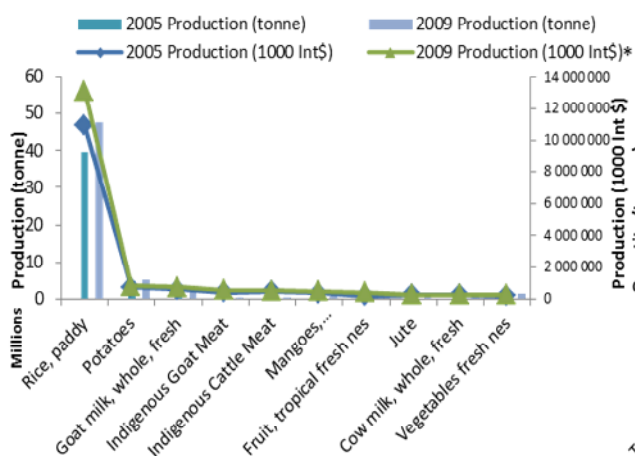
Growth Rates: Total GDP vs Agricultural GDP (Percentage)



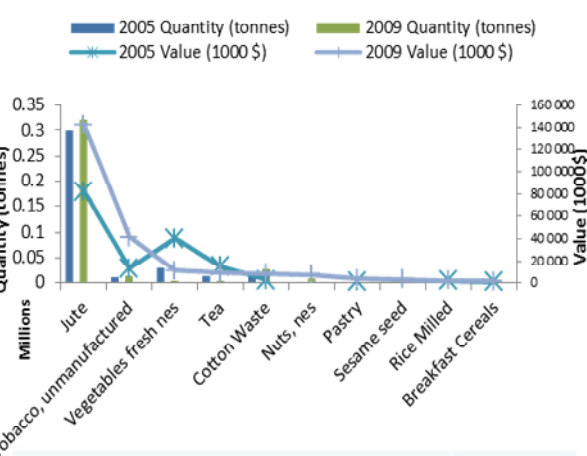
Trends in Agriculture 2010- 2011

Trends in Agricultural commodities Production / Exports

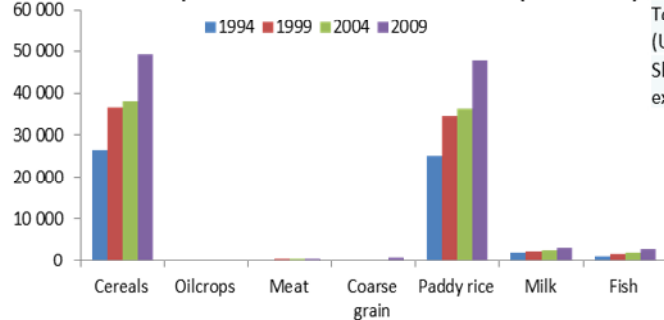
Top 10 Food and Agricultural commodities production in 2005-09



Top 10 Food and Agricultural commodities Exports in 2005-09



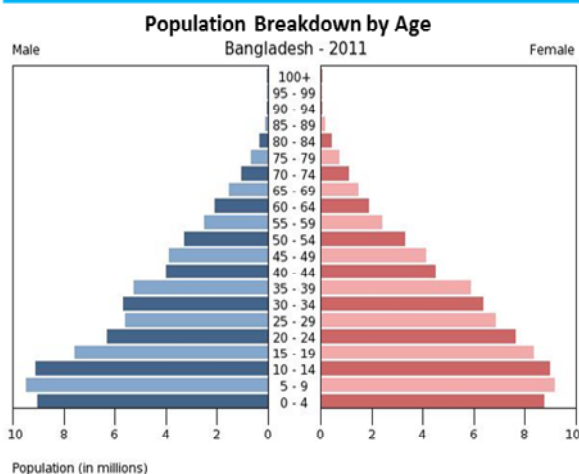
Production quantities for selected commodities (1000 tonne)



Total Exports Value (2007) (US\$ mil.)	13143.0
Total Food, beverage & tobacco exports value (2007) (US\$ mil.)	856.1
Share of Food, beverage & tobacco exports in total exports (2007)	6.5%

*INTL \$=
<http://faostat.fao.org/site/379/DesktopDefault.aspx?PageID=379>
 Source: FAOSTAT: Economic Survey 2010-11, GOI: UN Comtrade

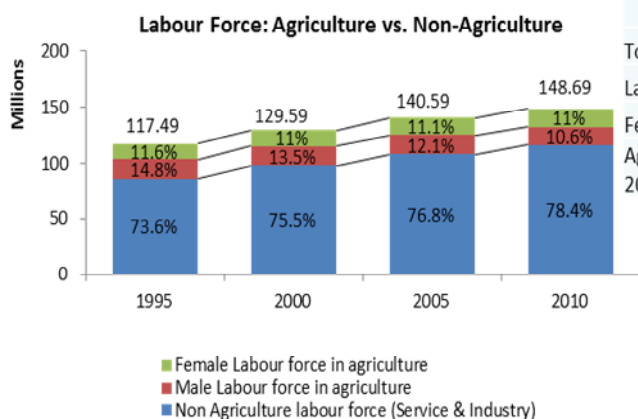
People : Demographic/Education



Education Index 2010 (0 (low) to 1 (high))	0.42
Female to Male Primary enrolment ratio. 2009	104.31
Female to Male Secondary enrolment ratio. 2008	112.32
Public Expenditure on Education as % GDP 2008	2.39
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2008	55
Youth illiteracy (% age 15 - 24 yrs) 2009	75.45
School enrolment, primary, male (% net) 2009	85
School enrolment, primary, female (% net) 2009	86
School enrolment, secondary, male (% net) 2009	40
School enrolment, secondary, female (% net) 2009	43

Sources: US Censes Bureau; Rural Sector Indicators DB

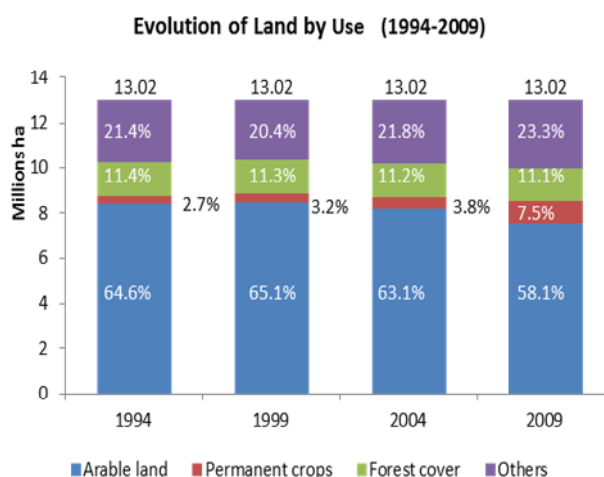
Labour



	(Millions)	2005	2010
Total labour force		140.59	148.69
Labour force in agriculture		70.34	67.44
Female labour force in agriculture		15.59	16.34
Agricultural value added per worker (constant 2000\$)		368.95	435.16*

Sources: FAOSTAT; WDI/WB data * 2009

Natural Resources: Land



Area of Agricultural Land (1000 Ha) 2009	9,149
Area of Arable Land (1000 Ha) 2009	7,569
Arable land (% of total land area) 2008	60.69
Arable land (hectares per person) 2008	0.05
Ratio of Ag Land to Rural Pop. (Ha/ head) 2009	0.08
Ratio of Arable Land to Ag Pop. (Ha/ head) 2009	0.1
Annual % change in ratio of arable land to Agri Pop. 2009	1.16
Agri land / agri Pop (ha/head) 2009	0.12
Annual % change in agri land/ agri Pop 2009	2.54
Permanent cropland (1000 Ha) 2009	980
Agri. machinery on arable land (tractors per 100 sq.km) 2006	3.92
Fertilizer consumption (kg per ha of arable land) 2008	164.52

Source: FAOSTAT; WDI/WB data

COSOP results management framework *(see also explanatory notes on next page)*

Country strategy alignment	Key results for COSOP			COSOP institutional/policy objectives
Sixth five Year Plan 2011-15 (draft)	Strategic objective	Outcome indicators	Milestone indicators	
<p>The main elements of the poverty reduction strategy in the SFYP will consist of policies and programs to: (p148)</p> <ul style="list-style-type: none"> • promote growth by sustaining increases in labour productivity and job creation in manufacturing and services; • increase farm income through better productivity; • enhance the access of the poor to production inputs (fertilizer, seed, irrigation, power, rural roads) and to institutional finance; • expand employment opportunities in lagging regions by improving connectivity with growth poles through better infrastructure and by investing in human capital; • facilitate migration from poor areas given the poverty-reducing impact of remittances; • stimulate women's participation in the labour force; <p>Other objectives in SFYP relevant to COSOP</p> <ul style="list-style-type: none"> • Agriculture offers a substantial scope to raise the yields and to diversify agriculture from lower to higher value-added production. These improvements will allow farm incomes to rise while stabilizing food prices for urban consumers. P51. Diversification will promote commercialization of agriculture and raise farm incomes. P9 • The public spending priorities on rural infrastructure has served agriculture well and this focus will continue. P53 • A more rapid progress in improving farm-to-market roads...p53 • The SFYP will make concerted efforts to enhance the availability of credit for the poor. P62 • Careful attention would be given to remove constraints and vulnerabilities to farm production and agricultural incomes in the lagging regions in terms of weak rural infrastructure (power, rural roads and irrigation) and adverse effects of natural disasters. P186 • Non-farm economic activities will be promoted in the lagging districts through providing training and financing facilities. Partnership between the government and MFIs/NGOs can play an important role, p186 • Adaptation to climate change is a national priority p152 • Supporting communities and people in rural areas to strengthen their resilience and adapt to climate change will remain a high priority in coming decades p207 	<p>1. poor people in vulnerable areas are enabled to adapt better their livelihoods to climate change.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 8 million people benefiting from climate-resilient infrastructure. - 100 per cent increase in traffic volume on village, upazila and union roads. - Increased and less variable income, assets and food security of 300,000 households living in vulnerable areas. - Increase in income from natural resources for 19,000 fishers. 	<ul style="list-style-type: none"> - Climate resilient infrastructure constructed (800 km of flood-proof roads, 100 cyclone shelters and livestock refuges, 200 village protection works, 10,000 ha covered by drainage and water control structures). - LCS (groups of poor women carry out construction), involving 100,000 members and 10 million person-days of employment. - Area managed by natural resource groups 19,000 members (m/f) in natural resource management groups. 	<p>Regulations to permit groups of genuine fishers to get long term access to public fishing water bodies at affordable cost. A workable process is in place to define "genuine fishers".</p> <p>Local government institutions have increased participation in the provision and maintenance of rural infrastructure.</p>
	<p>2. Small producers and entrepreneurs benefit from improved value chains.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 20 per cent increase in production (area, animals, yield). - 40 per cent increase in volume; and value of sales made by producers (m/f). - 50 per cent increase in producer (m/f) income. - 10 per cent improvement in share of consumer prices accruing to producers. - 200 active and sustainable marketing organisations and groups, including producer groups and market management committees. 	<ul style="list-style-type: none"> - 100,000 farmers can adopt improved, climate adapted technology (crop seeds, livestock and fish resources) for livelihoods. - 100 service providers offering specialised support to producers. - 40,000 producers and traders (m/f) access financial services & obtain loans to the total of Tk 800 million - 150 market infrastructure constructed (market sheds plus access roads). 	<p>Policies for rural markets to enable producers and small traders to play a greater role in the management of markets</p> <p>Improvements in the regulatory environment for providers of micro-finance to enable the sustainable provision of financial services to rural people.</p>
	<p>3. Marginalised groups including poor rural women are economically and socially empowered</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 50,000 poor women report average increase of 50 per cent in income from self-employment. - 80,000 poor women report an average income of Tk 15,000 /yr. from employment (including LCS). - Women in 300 decision making bodies at village and upazila levels and in BUGs. - 50 per cent of women in project management at all levels. 	<ul style="list-style-type: none"> - 80,000 women access off-farm, on-farm or vocational training. - 10,000 women obtain ownership of land and productive assets. - 80,000 women report increased or free mobility. - 80,000 women access MF services. - 100,000 women report participation in decision making at household level. 	<p>Policies that require a minimum participation and representation of women and marginalised groups in decision making bodies</p>

1. The results targets expressed in the framework are derived from the baseline studies in ongoing projects and assumption were made for the two new projects (SMILE and MAPP). The two new projects which are scheduled for the second part of the 6 year COSOP are not included as they will be too new to have reached a significant proportion of their targets. For those projects that generated their main outcomes during the previous COSOP phase (FEDEC, SCBRMP and MIDPCR) but phase into the new COSOP 2012, only some results such as "group members mobilised" are included here, while results from infrastructure are counted for the previous COSOP period.

2. The COSOP 2012 is aligned with the recently approved Country Investment Plan (CIP), as follows:

SO-1 (poor people in vulnerable areas are enabled to adapt better their livelihoods to climate change.) supports:

- CIP outcome 1 (Food Availability), programme output 1, 2

SO-2 (Small producers and entrepreneurs benefit from improved value chains) supports:

- CIP outcome 1 (Food Availability), programme output 3,4,5
- CIP outcome 2 (Food Access), programme output,6

SO-3 (Marginalised groups including poor rural women are economically and socially empowered):

- The relationship of this SO to the CIP is not well established, as the CIP does not refer to gender or marginalised groups explicitly as a target. However, the COSOP support CIP outcome 3 (Food Utilization), under programme output 10.2.

Previous COSOP results management framework

COSOP objectives and activities	Status at design	Status at completion	Lessons learned
Country Strategic goal Reduction in rural poverty	Rural population below upper poverty line 43.8 per cent and below lower poverty line: 28.6 per cent (HIES 2005)	Specific data not available, but it is likely that there has only been a modest fall in poverty between 2005 and 2010 due to increase in food prices and a series of floods and cyclones.	
Strategic Objective Successful innovative approaches reduce poverty incidence in pilot areas.	Poverty reduction is taking place, but scale is limited and innovations primarily technical not management or institutional Total direct beneficiaries = 0.5 million	Successful approaches include: seasonal credit, mini-hatcheries, Market Management Committees, livestock health & insurance package, rabi crops in haors, value chain programmes. Good evidence of poverty reduction. Total direct beneficiaries = 1.07 million	More effort is needed to measure and document outcomes of successful innovations and to disseminate lessons more widely. Although innovations that reduce fertiliser and water use in paddy are useful, they do not have a great impact on profitability or on the income of farmers with only have a small plot of land.
Outputs			
Sub-programme 1: Increased availability of new agricultural technologies for "small farmers".	Poultry value chain, crop and livestock technologies being promoted.	MFMSFP: USG, FFP, AWD, pheromone traps and seed storage. MFTSP: improved livestock/poultry breeds, vaccination, fodder. NATP: range of technologies	Need to focus on a limited number of viable technologies and show results. Questions over effectiveness of training.
Sub-programme 2: Increased access to markets and innovative financial services for "Small rural entrepreneurs"	Projects had built 411 km of road and 35 markets. In three projects project credit funds disbursed via banks, in two via PKSF. SCBRMP using a community groups to provide services, other four projects using NGOs. Total of Tk1300 million in loans outstanding to 386,000 borrowers.	Projects had built 284 km of paved road and 47 markets SCBRMP gradually exiting from micro-finance activities. Four other projects all use NGOs accessing credit funds from PKSF. Financial innovations include seasonal loans for farmers, livestock insurance & health packages, larger micro-enterprise loans and market linkage support. Total of Tk9000 million in loans outstanding to 531,000 borrowers.	Community managed credit and use of banks to disburse credit funds to groups or via NGOs has not been successful. PKSF offers a more effective and sustainable model.
Sub-programme 3: Innovations in pro-poor infrastructure development supported in disadvantaged regions (benefiting the "extreme poor")	Community groups involved in monitoring road construction, but not carrying out actual construction work.	LCS system introduced for road and market construction. Mainly female LCS has built 66 km of road and 46 markets. LCS members earn significant profits in addition to wages.	Quality of works built by LCS better quality than those done by contractors. LCS need considerable support and monitoring by implementing agencies
Sub-programme 4: Increased access to common property resources for the rural poor	AqDP had 20 public water bodies under group management SCBRMP had 55 water bodies under group management, plus 38 agreed to be handed over.	SCBRMP has agreement with MoL to transfer 300 water bodies to project groups, with 161 now under group management. DoF has not been able to keep AqDP water bodies under group management after the end of the project.	Transfer of water bodies is still a difficult and lengthy process. User groups need to hold regular leadership elections. Increased fish production, biodiversity and poverty reduction.
Sub-programme 5: Increased access to economic opportunities for "women".	Many women are involved in micro-credit which provides some opportunities. AqDP exclusively trained women fish pond operators.	Vast majority of one million group members are women. Women have had particular capacity building for pond fisheries and livestock. Women also recruited into LCS for construction work	While training on crop production was provided to women, their application of this was often limited as crop agriculture mostly managed by men.
Portfolio management			
Partnerships with NGOs, other	Ambitions for donor partnerships in	Co-financing with Netherlands and ADB of two projects	Partnerships limited as most projects funded by

COSOP objectives and activities	Status at design	Status at completion	Lessons learned
donors etc.	microfinance, community fisheries, and water management. Opportunity for partnership with NGOs via PKSF	in water management, with Netherlands with one project in rural infrastructure, and one agricultural project with World Bank. Well over 130 NGOs involved in IFAD projects.	bilateral agencies are not implemented through government agencies
Policy dialogue	Reform of the BARC and decentralisation of agricultural extension Mainstreaming of Labour Contracting Societies Policy to allow fishes access to public water bodies Reform of market leasing policy Regulation of micro-finance	BARC reform and extension decentralisation is being supported by NATP LCS is being implemented on a project-by-project basis New fisheries policy is supportive, although implementation modality still uncertain. MRA is now regulating micro-finance, but some regulations are not very supportive, and microfinance banks are still not allowed.	Need to learn if extension decentralisation has produced and benefits. Barriers to using LCS are more institutional than policy IFAD projects have been effective in lobbying with Ministry of Land but IFAD has not put forward specific proposals on how to implement the new fisheries policy.
Implementation support	Improved financial management More effective M&E and targeting Supervision carried for IFAD by UNOPS	Intensive implementation support has improved financial management Projects now monitoring outcomes and impact – including RIMS All projects directly supervised by IFAD.	Further support is needed – both for financial management and M&E. Specialised M&E unit within the PMU can generate useful data.

Indicative project pipeline during the COSOP Period

The COSOP period will cover two PBAS or lending cycles: 2013 to 2015 and 2016 to 2018. In each of these periods the IFAD allocation for Bangladesh will allow two projects to be funded from IFAD loans – making a total of four projects in the 2012 to 2018 COSOP period. Project concept notes have been prepared for the first two projects to be financed during the PBAS cycle 2013 to 2015:

- Sustainable Market Infrastructure for Livelihoods Enhancement (SMILE) project will follow on from the on-going MIDPCR which is being implemented by LGED. It will upscale the best elements of this project with greater emphasis on offering small scale infrastructure for market development. The project area will overlap with parts of the existing MIDPCR but also include areas further west which have particular problems of increasing salinity.
- Micro-enterprise and Agricultural Promotion Project (MAPP) will up-scale and further develop the micro-enterprise lending and value chain approach of the on-going FEDEC project being implemented by PKSF. It will also continue the work of two other IFAD-supported projects with PKSF, which are now coming to an end, MFTSP and MFMSFP. MFTSP linked micro-finance and livestock development, successfully developing value chains for small-holder poultry as well as promoting dairy, beef and goat production. MFMSFP focused on crop agriculture and pioneered seasonal micro-finance loans for farmers as well as supporting the introduction of profitable new technologies and livestock insurance.

The concept notes of the two project proposal are herewith enclosed:

1. Sustainable Market Infrastructure for Livelihoods Enhancement (SMILE) Project

A. Possible geographical area of intervention and target groups

1. The project would be implemented in about 20 to 30 coastal and riverine Upazilas with poor communication and market infrastructure, and with high incidence of poverty in the south-western region of Bangladesh (Satkhira, Khulna, Bagerhat, Gopalganj, Madaripur, Shariatpur, Pirojpur, Jhalkati, Barisal, Bhola, Borguna, Patuakhali, Noakhali and Laxmipur districts). The project would also complement the works in those upazila, which its precursor, the Market Infrastructure Development Project in the Charland Region (MIDPCR) could not cover. The target group would be the population in the catchment area of project markets and, in particular, small producers, small traders and micro-entrepreneurs and landless people. The project would target the poorest women with employment opportunities and livelihood support.

B. Justification and rationale

2. The south-western region has been left behind by recent economic growth and poverty reduction in Bangladesh. While national headcount rates of poverty declined from 49 per cent to 40 per cent between 2000 and 2005, those on the south-west changed very little. The World Bank attributed the widening gap between the south-west and, in particular, the eastern part of the country, to the lack of access of the southwest to the development opportunities in form of garment industry and remittances. The south-west also suffers from natural disasters – two cyclones have hit since 2007 causing great damage, and a poor agricultural environment with rising levels of salinity due partly to climate change.
3. The starting point for this new project is based on most recent experience. We learned that a combination of three factors i.e. infrastructure, financial services and value chain development together with human capacity development, effectively leads to increase in income of the poor and reduced poverty.
4. MIDPCR showed that investments in small-scale roads and market infrastructure bring a strong thrust to the development in people's livelihoods. The infrastructure

boosted for example, the farm gate prices, enhanced the access to good quality inputs and increased demand for products from other markets and additional private investments in agriculture and other business. The Charland Development and Settlement Project (CDSP III) demonstrated that appropriate infrastructure help protecting people's houses, life and livelihoods against the frequently occurring natural hazards, such as cyclone and floods. A 4th phase of CDSP is currently being funded jointly by IFAD and the Netherlands. However, one can observe that smart infrastructure can spur economic and social development. Hence, SMILE will develop the communication and market infrastructure in vulnerable areas of the south-west to enhance economic opportunities to improve livelihoods of targeted people. Climate resilient infrastructure will help people to withstand natural hazards and quickly restore normal life. Better access to markets at the local level will enable producers to take advantage of the opportunities of improved access to the growing urban sector.

5. Besides MIDPCR and CDSP, the proposed project will also capitalise on the experience of two other on-going IFAD/LGED projects i.e. the Sunamganj Community Based Resource Management Project (SCBRMP) and the recently approved Haor Infrastructure and Livelihood Improvement Project (HILIP). The project will also build on the experience of CDSP-IV (which has just started implementation).
6. Besides, the COSOP 2012 envisages that another IFAD-funded project (PKSF –MAPP) in the pipeline would follow SMILE by project year 2 to add a microenterprise development and value chain elements. REAPP will focus on financial services to small producers (farm and non-farm) and strengthen value chains of potential subsectors/products, through upscaling the experience from precursors like FEDEC, MFTSP and MFMSFP. A combination of higher yields and enhanced market systems under the COSOP 2012 is expected to boost both, commercialisation and incomes of poor farmers and micro-entrepreneurs in poverty stricken southwest Bangladesh.

C. Key project objectives

7. The overall goal of the project would be to improve livelihoods and reduce vulnerability for small rural producers. This would be achieved via the objective of improving access to markets needed to increase production and generate higher incomes along with protection from natural disasters. The immediate outcomes of project components would be: (i) increased demand and price for farm and non-farm produces, (ii) increased volume of trade in rural markets and collection centres; (iii) reduced transport time and cost; (iv) increased and diversified production of agricultural and other products. The aspect results from initiatives to improve links between producers and markets, and from local level improvements to water management for crops and fish; and finally (v) improved access to shelter for people and livestock during natural disasters.

D. Ownership, harmonisation and alignment

8. The project is very well aligned with the government's second poverty reduction strategy (National Strategy for Accelerated Poverty Reduction: Step towards Change), as it highlights rural roads and agriculture as focal areas for pro-poor growth. The National Strategy refers to rural roads and includes the exploration of technological options to construct quality roads with available construction materials, adoption of procedures to maximize generation of employment for the poor, and more involvement of local government institutions (LGIs). The development of rural roads and markets for marketing of agricultural products is also included as a supporting strategy. As part of disaster preparedness measures, the National Strategy proposes construction of multipurpose shelters in the cyclone prone coastal areas. Another supporting strategy is the adoption of a Climate Change Strategy and Action Plan, which includes urgently needed infrastructure to deal with the likely impacts of climate change.

9. SMILE will benefit from its precursors (see above) to address these points. Current donor-funded programmes developing roads and markets in the southwest will end before SMILE starts apart from a JICA funded project which has just started, but is only developing higher level upazila roads. Besides, SMILE will link with an oncoming USAID funded rural infrastructure project in the south-western districts.

E. Components and activities

10. **Component 1: Communications infrastructure** will develop lower level union and village (community) roads, along with bridges and culverts. These roads will be planned to connect rural markets (see below) to the Upazila and district road network, to other larger markets and to farms. Based on the experience of SCBRMP and on a pilot scheme in MIDPCR, it is planned that the community some roads are built using concrete blocks and that the work is carried out by Labour Contracting Societies (LCS) composed of the poorest women. Concrete roads are also resistant to flooding and so are suitable in areas prone to frequent disasters, and union roads may be constructed of reinforced concrete. Boat landing ghats will also be developed where markets are served by water transport. Small-scale **water management** interventions will be piloted in SMILE, and would take place alongside road development. This could improve khals alongside or crossing project roads to enable them to store water for irrigation, supply water for aquaculture and drain agricultural land.
11. **Component 2: Market development** will develop rural *haat*-bazaars and other market infrastructure. Rural (village and union level) *haat*-bazaars are smaller than major growth centres and wholesale markets. They will be selected on the basis that they channel a significant volume of products from producers to buyers and consumers in other parts of the project districts and the country. A flexible approach will be adopted in the type of infrastructure provided as some markets need more extensive paved areas, for example for parking of trucks. Some markets may primarily be fish landing centres and require foreshore development of the river bank. Where the market opportunities exist, women's market areas (units of shops rented or leased out to women) will be developed. Areas will also be reserved for women in parts of the market used by temporary traders. As in MIDPCR, markets will be constructed by female LCS.
12. The component will also develop informal collection centres, which were piloted in MIDPCR. These have only minimal infrastructure, are producer managed, and may have links to formal project markets. Alongside the development of physical infrastructure, market institutions will be developed, including official Market Management Committees, collection centre committees and other stakeholder groups. MMCs will be enabled to manage maintenance and further development of the market by qualifying to receive a 25 per cent share of lease fees for this purpose. Markets would be also equipped with solar energy to ensure light during evening hours. By this, the places could be used for social and other community activities.
13. **Component 3: Project Management:** a Project Management Unit (PMU) will be established in LGED headquarters, with two to three zonal offices in the project area. These offices are part of the LGED structure where by contracted specialists will be added alongside regular LGED staff. To manage field activities the project will also provide additional staff for LGED district and upazila offices.

F. Costs and financing

14. The resources likely to be available from IFAD for this project will be a loan on highly concessional terms of around USD 60 million, which may be approximately split into components as follows:

Estimated expenditure of the IFAD loan

Component	Activities	USD m
1. Communications infrastructure	Roads, bridges, boat ghats, water management	49.0
2. Market development	Rural markets, market institutions, collection centres, institutions (MMC) building	7.0
3. Project management	staff and support services	4.0
Total		60.0

15. It is expected that the government will contribute around 20 per cent of total project costs, covering taxes, salaries of government staff and a share of the cost of civil works. This would add USD 15 million to project resources, making a total project cost of USD 75 million.

G. Organisation and management

16. The project will be implemented by LGED, which will appoint a Project Director to take day-to-day charge of the project, and head a Project Management Unit. Field activities will be implemented, as in MIDPCR, by regular LGED district and upazila offices.
17. Overall implementation will be guided by a Project Steering Committee (PSC) headed by the Secretary, Local Government Division, Ministry of Local Government Rural Development and Cooperatives, with representatives from LGED, the Planning Commission, IMED and any other implementation partners. It is expected that the PSC would meet twice a year to review progress, and to approve the AWPB and any changes to project design.

H. Monitoring and evaluation indicators

18. SMILE will have a comprehensive M&E system involve activity/output, process, outcome and impact monitoring. The system will generate management information and provide LGED and IFAD with evidence of results and impact against logframe indicators (and also provide information for IFAD's RIMS system). At the logframe goal level, IFAD's RIMS anchor indicators will be used to measure the impact of improved market access on the population living in the market catchment area. At the objective level, annual outcome surveys will be conducted to gather information on the results and impact of the project on groups of direct beneficiaries (market traders, micro-entrepreneurs, and participants in water management programmes, and LCS members).
19. The PMU will establish an M&E unit with staff based in the field that will carry out regularly outcome surveys along with process monitoring. Some M&E activities would be contracted to external agencies. These include RIMS anchor indicator studies at start-up, midterm and closing, which would be contracted to an agency experienced in collection of anthropometric data.

I. Risks

20. The major risk is that major natural disaster, such as cyclone, will both disrupt implementation and the relief provided in response will discourage local enterprise. Another risk is that the government's policy for rural markets will not give market management sufficient scope to respond to local needs. The proposed project can operate within the current policy, which only allows market management limited flexibility, but the project will be arguing for markets to be given greater independence. Another potential risk includes low performance of and corruption in the project. Experience of precursors reveals that a rigorous, well designed fiduciary system and its supervision effectively can mitigate this risk effectively.

J. Timing

21. SMILE would be the first project in the pipeline for the 2012-18 COSOP. Preparations would take place in early 2012, with appraisal around autumn 2012 and IFAD Board approval in April 2013. Implementation is expected to start by end of 2013. The aim would be to minimise the gap with MIDPCR, which will completed in June 2013.

PROJECT LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicators	Monitoring Mechanism & Information Sources	Assumptions/ Risks
The Project Goal will be to improve livelihoods and reduce vulnerability for small rural producers. (Baseline: __ per cent of the children under-five are reported to be under weight and __ per cent of the population of the project area is reported to be poor or extremely poor.	per cent increase of households reporting improvements in household asset ownership index. (RIMS) per cent reduction in the prevalence of child malnutrition. (RIMS)	Multiple Indicator Cluster Survey (MICS) of the Bangladesh Bureau of Statistics.	No major impact by natural disasters and other external shocks.
The development objective of the project is the improved access of the moderate and extreme poor to markets needed to increase production and generate higher incomes. The project is expected to directly benefit # rural poor households.	per cent increase in incomes in # poor households from a range of farm, fishery and non-farm sources, disaggregated by gender. # beneficiaries reporting improved food security, by women/men (RIMS)	RIMS & impact surveys at baseline, mid-term and completion. Participatory assessments with target households.	Economy maintains or increases growth rates. No major price inflation for staple food (rice).
COMPONENT 1: Communication Infrastructure			
Outcome 1: Enhanced access to markets, livelihood opportunities and social services.	per cent increase in traffic per cent reduction of transport cost and time	Road user surveys. Market surveys. MICS Surveys.	Current village protections & infrastructure suffice to withstand cyclones.
OUTPUTS: union and village roads built bridges and culverts built boat landing stages (ghats)	# Km road completed # length of bridges and culverts # landing ghats.	Progress Reports	Public policy continues to allow direct procurement of works through LCS. Demand for labour is high.
COMPONENT 2: Market Development			
Outcome 2: Enhanced production, diversification and marketing of crop and livestock produce.	per cent increase in the volume of goods marketed per cent product types marketed	Road user surveys. Market surveys. Participatory surveys MICS Surveys.	No major slow-down of the economy. Current village protections & infrastructure suffice to withstand cyclones.
OUTPUTS: Market infrastructure expanded Market Management Committees (MMC) established Employment in construction created for extreme poor created	# markets built or improved # MMC established # women and men employed in construction	Progress Reports	Demand for labour is high. Public policy continues to allow direct procurement of works through LCS.

2. Micro-enterprise and Agriculture Promotion Project (MAPP)

A. Possible geographical area of intervention and target groups

1. The Micro-enterprise and Agriculture Promotion Project (MAPP) would have national coverage but some field activities may be clustered to capitalise business opportunities, maximise efficiency and to draw in complementary services and markets. The target group would include the extreme and moderate poor, marginal and small farmers and micro-entrepreneurs. Since the project is expected to be largely implemented by PKSf's partner organizations (POs), a large portion of the target group is expected to be women. MAPP will focus on enterprise and agricultural development through developing value chains of potential farm and non-farm products and hence, it is envisaged that the project will commence implementation in the project area of SMILE (Sustainable Market Infrastructure for Livelihoods Enhancement project), which will be implemented by LGED in the south-west districts of the country. The intention is to enhance the utilisation and impact of the infrastructure investments which will be built by SMILE. Well adapted, small scale infrastructure will form the springboard for sustainable livelihoods opportunities of the poor and vulnerable communities in the project area. leap

B. Justification and rationale

2. The project will capitalise on and up-scale the experience of three IFAD-supported projects with the Palli Karma Sahayak Foundation (PKSF). PKSf is the leading microfinance apex organisation in Bangladesh with a large network of POs⁷ all over Bangladesh and has gained core competences in financial services for the poor, microenterprise and small farmers, and microenterprise development through its partner organizations. It has earned also a strong track record in project implementation.
3. The following IFAD/PKSf supported projects offer the basis for MAPP. The Micro-Finance and Technical Support Project (MFTSP) and Micro-Finance for Marginal and Small Farmers Project (MFMSFP) closed in 2011 and both have been enabling rural producers to gain access to micro-finance services along with complementary technical services; especially MFMSFP has contributed to agriculture and agri-business through several value chain subprojects. The projects triggered a boost in agricultural production and increased income in farming households. A third project, the Finance for Enterprise Development and Employment Creation (FEDEC) project is currently promoting farm and non-farm enterprises through financial services and has adopted value chain development approach for selected subsectors. The FEDEC project is expected to expand value chain activities manifolds during next two years. FEDEC demonstrates the effectiveness of combining technical services with financial assets and link them to a third factor i.e. markets. The success of the three projects call for upscaling the value chain and financial services approaches for smallholders and micro-entrepreneurs to national scale in order to boost agricultural production, employment, incomes and food security among smallholder producers and micro-entrepreneurs Experience has shown that women will particularly benefit.
4. Current experience shows that agro-based value chain development activities face production related problems, especially in fisheries and horticulture. Research has produced already solutions while the demand for new technology will not cease given the challenging environment. Many successful fish and horticulture varieties that are produced were developed through a series research and extension before they were adopted. MAPP will be able to complement financial service and value chain activities by conducting problem solving and adaptive research the above mentioned two areas.
5. Lessons from the PKSf projects show that the main opportunities for growth lie in smallholders and micro-entrepreneurs segments, for both value chain development

⁷ POs or partner organisations enjoy a NGO status and offer microfinance services among other commercial and social services to poor and very poor people.

activities and financial services, and the two segments not only create self-employment but also create wage employment for the poor. PKSF, with its strong governance and management system and support from the government, has the capacity and experience of promoting projects with national coverage through its more than 200 partner organisations.

6. PKSF's experience is supported by other projects, funded by IFAD (e.g. MIDPCR) and other donors (e.g. DFID and ADB). These projects promote value development initiatives at a rather small scale various parts of the country and they show preliminary though very promising results in terms of new products and technologies. The new technologies have led to an increase in production and sales and resulted in higher incomes at the producers' level. However, all these initiatives are pilots by nature, as they have been limited to only a rather small number of farmers and micro-entrepreneurs. These pilots have demonstrated the growth potential of selected subsectors, if adapted technologies and products could be introduced. In summary, the experience described above suggest the scaling -up of selected value chains through a dedicated project to obtain significant impact on income and poverty reduction.

C. Key project objectives

7. The overall goal of MAPP would be to enhance livelihoods of the moderate and extreme poor and their resilience to external shocks. This would be achieved via the objective of improving remunerative business opportunities for small rural producers and wage employment for extreme and moderate poor people. The objective would be realised through the following outcomes: (i) value-chain programmes innovate and up-scale production technologies and enhance access to markets; and (ii) PKSF expands the provision of a range of sustainable financial services to small producers via its partner organisations, and strengthens its ability to support, monitor and learn lessons from its development activities. ; and iii) adapted research generate ready technology and knowledge for producers through qualified government-led and also private research agencies such as Bangladesh Fisheries Research Institutes (BFRI) and Bangladesh Agricultural Research Institute (BARI) under the Ministry of Fisheries and Livestock and Ministry of Agriculture respectively. The target group would be supported with measures to improve access to information, skills, technology, markets and financial services.

D. Ownership, harmonisation and alignment

8. The project fits very well with the government's second poverty reduction strategy (National Strategy for Accelerated Poverty Reduction 2009-11). The strategy proposes to expand micro-credit for the ultra-poor and hard-to-reach, and to up-scale it for larger enterprises.
9. Apart from IFAD-supported projects, the major programme supporting the micro-finance sector is PROSPER, which is funded by DFID and scheduled to end in 2014, shortly after MAPP could be starting its operations. However MAPP will learn lessons from and, where necessary, link with a number of programmes that are adopting value chain approaches. These include other IFAD-supported projects being implemented by LGED, as outlined below.

E. Components and activities

10. **Component 1: value chain development**, will both innovate and up-scale initiatives that focus on removing identified constraints in specific sub-sectors. The experience of MFTSP, MFMSFP and FEDEC, as well as that of other projects such as the LGED/IFAD-Netherlands Market infrastructure Project in Charland Regions (MIDPCR), and studies undertaken for the COSOP and for the formulation of HILIP (Haor Infrastructure and Livelihood Improvement Project) has identified a number of sub-sector interventions that can be immediately up-scaled. These include:

11. Aquaculture in fish ponds and on flood plains: The Aquaculture Review undertaken by WorldFish Center as a pre-COSOP study, identifies enormous potential to increase fish production. Current yields are only a fraction of potential. There is particular potential in the relatively neglected southern coastal areas where the growing period for fish is longer and where, compared to crops, aquaculture is better adapted to drainage congestion and increasing salinity brought about by climate change and increased upstream abstraction of river water. Interventions for aquaculture include:
 - Introduction of high value species in mixed carp pond systems and stocked flood plains. This has already been piloted in MFMSFP and FEDEC;
 - Improved fish seed production business including improved brood stock and rearing of fingerlings;
 - Introduction of feed-based pangas, koi, tilapia and fresh water prawn systems into new areas;
 - Introduction of processing technologies (including cold storage chains) and marketing of processed fish wherever applicable; and
 - Expanding human resource capacity and support services for the fisheries sector.
12. Livestock: With diminishing land resources, the best way for many small farmers to increase production and household income is to invest in livestock. Such investment is a popular use of micro-finance loans, and animals provide households with an asset that can be realised in times of need. MFTSP, MFMSFP and FEDEC have all had significant livestock initiatives that can be scaled up by MAPP. These interventions include:
 - Cattle health and insurance services: MFMSFP has been piloting a package whereby a PO provides borrowers of loans to buy cattle (currently for beef fattening but it could also apply to dairy animals) with preventive animal health services (vaccination, de-worming) and insurance should the animal die. Borrowers pay a fixed amount for this service, enabling the PO to recover all costs. Provision of animal health services greatly reduces the risk of an insurance claim. The main focus would be to develop sustainable commercial animal health services and complementary cattle insurance schemes.
 - Dairy value chains: FEDEC, and to some extent MFMSFP, have implemented dairy value chain projects which provides a comprehensive package of development services – bringing in suppliers of animal health and AI, promoting fodder crops and linking with markets.
 - Goat (and sheep) breeding: Buck stations have been a great success in MFTSP, generating substantial income for their operators and significantly boosting local production.
 - Poultry: MFTSP has also introduced improved breeds of ducks (Xinding) and chicken (Sonali), with model breeder farmers, mini-hatcheries and vaccination services. A clustering of livestock enterprises will be considered only after an in-depth environmental assessment has been carried out. It will be important to minimize the risk of pollution caused by the concentration of animal manure in villages and to have a sustainable manure management in place. The latter could be eventually combined with the provision of biogas facilities.
13. High value horticulture products (vegetables, medicinal plants and fruits): Experience from MFMSFP shows that supporting improvements to general field crops, although useful, does not generate a large enough increase in income from the small area of land owned by smallholders to be able to lift these households out of poverty. The focus for MAPP would therefore be on high value crops which are able to generate a significant income from a small area of land. The high value horticulture products are expected to be area specific. The focus for interventions would be to i) introduce new varieties and diversify within the area groups of horticulture produce, ii) improve productivity, ii) replicate same products in various

parts of the country, iii) processing of commodities; and iv) development and promotion of technologies for production, processing and packaging and increasing access to market.

14. **Non-farm products:** Various non-farm products such as indigenous garments, plastic and metal products, leather and textile products, light engineering products and other non-farm products have significant potential for growth. But in many cases the current market size for local products are small, businesses are fragmented, vulnerable to imports and of poor quality. However, the main challenges remain to identification of opportunities and designing appropriate intervention. The main interventions are expected to be areas of product development and improvement in design, introduction of technologies, and assistance in organized marketing.
15. **Management issues:** To scale up sub-sector initiatives, MAPP will enter into agreements with a number of its POs in various parts of Bangladesh. Value chain development may also involve other NGOs and private sector agencies. MAPP will also pilot new interventions and innovations covering a more limited area with a single PO.
16. Interventions would be implemented by PKSF POs but, to ensure sustainability, involve private sector input suppliers – hatcheries, feed and seed companies, food processors, agribusiness would also be involved. MAPP would support the development of local level service providers such as fish nurseries, poultry vaccinators, para-vets, AI technicians, farm machinery contractors, and input supply shops. MAPP will aim to link and further successful structures currently being developed by the National Agricultural Technology Project (NATP), co-financed by the World Bank and IFAD, and other investments such as the DANIDA sponsored Agriculture Sector Program Support. MAPP will aim to link its microfinance groups to enhanced public support services, which are managed Department of Fisheries (DOF), Department of Agricultural Extension (DAE) and Department for Livestock Services (DLS) for extension and veterinary services and to encourage linkages between private and public service providers for the benefit of the sector.
17. PKSF has been successful in developing the process of lending to NGO-MFIs and associated institutional structure and human resources within PKSF and POs. However, the value chain activities and support for agricultural sectors have been largely managed by a small group of project staff members who have either left at the end of the projects or expected to leave at the end project. In order to implement a significant value chain initiative such as MAPP, PKSF needs to develop its institutional structure and enhance its permanent staff so that the provision of non-financial services through MAPP and other similar activities are implemented in a sustainable way. This said, subject matter specialist may need to be recruited on short or longer term basis.
18. **Component 2: Support for Micro-finance Services** would mobilise lending funds from PKSF and IFAD to expand lending to POs – in particular for seasonal and regular credit to farmers and micro-enterprise lending, both of which are strongly growing. There will also be a micro-finance insurance sub-component to up-scale an on-going pilot of PKSF. MAPP will further the development of crop and livestock insurance products. Some POs have developed life insurance schemes. Since micro-entrepreneur household are very vulnerable in case of death or disease of its labour force, MAPP will endeavour promoting the replication of successful and sustainable life insurance schemes through its PO network.
19. The component will also support capacity building for: (i) an agricultural unit that will support and provide oversight to lending and other activities in the broad agricultural sector (crops, livestock, fisheries); ii) a non-financial services unit/division to implement value chain development activities, and (iii) the newly established research unit that will carry out studies on key issues, and monitor the

impact of PKSf programmes. This will involve training, equipment, mentoring and other types of capacity building.

20. **Component 3: Agricultural Research and Support Services.** The component aims complement component 1 and focus mainly on the fishery and horticultural sectors. It will: a) address production related problems as being identified during the implementation of MAPP, FEDEC and other IFAD funded projects, and by other research; b) test and promote new fish species and horticultural products to farm level, c) enhance production systems; and d) provide technical support to service input suppliers (e.g. fish hatcheries) and other service providers. The implementation will be led by a) the Bangladesh Fishery Research Institute (BFRI), b) the Bangladesh Agricultural Research Institute (BARI) and c) other qualified research agencies. During project design, an assessment of research topics, research management, knowledge sharing and institutional issues will be conducted.
21. **Component 4: Project Management.** A dedicated Project Coordination Unit will be established under the proposed non-financial services division to manage the value chain component. The unit will be located in PKSf headquarters and be staffed by contracted specialists alongside regular PKSf staff.

F. Costs and financing

22. Subject to availability of resources available from IFAD for this project, a loan on highly concessional terms could be considered in the amount around USD 45 million. This may be approximately divided between components as follows:

Estimated expenditure of the IFAD loan

Component	Activities	USD m
1. Value chain development	value chain sub-projects	12.0
2: Support for micro-finance services	micro-finance lending funds	25.0
	micro-insurance development	1.0
	building capacity in PKSf	0.5
3. Agricultural research and support services	a) Fisheries research through FRIs b) Horticultural research through BARI and BAU.	5.0
4. Project management	staff and support services	1.5
Total		45.0

23. PKSf POs will contribute to the cost of value chain development, while at least 50 per cent of micro-finance lending funds will continue to flow from PKSf's own resources. PKSf will also contribute to the costs of project management, covering the salaries of its own staff and office space. Micro-finance lending funds will flow to PKSf in the form of a loan from the Government, with funds for other activities being in the form of a grant from the Government to PKSf.

G. Organisation and management

24. The project will be led by PKSf, which will appoint a Project Coordinator to take day-to-day charge of the project, and head a small Project Coordination Unit that will manage implementation of the value chain sub-projects through selected POs. Support for micro-finance services will be implemented as part of PKSf's mainstream activities, with resources flowing through PKSf to the budgets of the agricultural and research units, and lending funds being managed by PKSf's normal loan management staff. Component 3 will be implemented by BFRI and BARI and other selected research organizations. PKSf will manage the funds for Component 3 and report progress to IFAD and other ministries.

H. Monitoring and evaluation indicators

25. MAPP will support a research cell which PKSf has recently established. The project will provide this unit with support to build its capacity would enable PKSf to generate hard evidence of the impact of micro-finance which is vital in policy

discussions. The cell would also undertake the monitoring of project-level outcomes and impacts.

26. To monitor the outcomes and impact of value chain development, each value chain sub-project would have its own logical framework, but incorporating some common indicators that can be aggregated at the project level. Many of these common indicators would also be RIMS indicators could include food security, assets, household expenditure, housing and sanitation, increases in production and sales, and access to support services. The project would also report on the numbers of people benefiting directly and indirectly from value chain initiatives. Micro-finance support would be monitoring via PKSF's overall indicators of portfolio value, outreach and quality.

I. Risks

27. The major risks faced by the project relate to the overall health of the micro-finance sector, together with changes in micro-finance policy. As in other countries, the sector has suffered from over-lending (at least in some categories, declining portfolio quality and some rather hostile publicity. However the core of the business is sound and there is considerable potential for growth into hitherto unserved areas. These risks are therefore considered manageable. Value chain development involves little risk – the approach has been well tested and will be spread across a number of sectors and implementing POs. Finally, another potential risk includes low performance of and corruption in the project. Experiences of precursor projects reveal that a rigorous, well designed fiduciary system and its supervision effectively can mitigate this risk effectively.

J. Timing

28. MAAP would be the second project in the pipeline for the COSOP 2012-18 COSOP – and be developed during the 2013-15 PBAS lending cycle. Preparation would take place in early 2013, with appraisal later in that year, with presentation for IFAD Board approval in April 2014.

PROJECT LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicators	Monitoring Mechanism & Information Sources	Assumptions/ Risks
The Project Goal will be to enhance livelihoods of the moderate and extreme poor and their resilience to external shocks in the project area. (Baseline: __ per cent of the children under-five are reported to be under weight and _ per cent of the population of the project area is reported to be poor or extremely poor.	per cent increase of households reporting improvements in household asset ownership index. (RIMS) per cent reduction in the prevalence of child malnutrition. (RIMS)	Multiple Indicator Cluster Survey (MICS) of the Bangladesh Bureau of Statistics.	No major impact by natural disasters and other external shocks.
The development objective will be to increase remunerative business opportunities for small producers and employment opportunities for extreme and moderate poor. The project is expected to directly benefit _ rural poor households.	# household with at least __ per cent in incomes from a range of farm, fishery and non-farm sources, disaggregated by women/men per cent increase in self & wage employment in poor households	RIMS surveys at baseline, mid-term and completion. Participatory assessments with target households. Participatory assessment of farm-level research results	Economy maintains or increases growth rates. No major price inflation for staple food (rice) and essential non-food production inputs (e.g. energy). Research agencies properly staffed.
COMPONENT 1: Value Chain Development			
Outcome 1: Value chains innovate and up-scale production technology and market access for agriculture and non-agricultural sub-sectors	per cent increase in sales for # small producers in the project area # new technology adopted by small producers	Project impact assessments Training assessment surveys	New, adapted technology is available. Critical market and other infrastructure is in place
OUTPUTS: Producers access support services Producers are trained in production and marketing Poor people access vocational training	# Value chains developed for fish, livestock and vegetables and other non-farm sectors # Non-Ag value chains developed # workers trained, by women/men	Progress Reports	Policies for public and private support services remain conducive. Research results up to date Local service providers available
COMPONENT 2: Support for Micro Finance Services			
Outcome 2: POs deliver a wide range of financial services to small producers and become sustainable	# small producers to access a wide range of MF products , by women/men Portfolio quality indicators of MFI remain stable or become better	PKSF statistics Project impact assessment	Economy maintains growth Natural disaster do not impact on demand for financial services
OUTPUTS: Small producers access loans and savings New MF products are developed MFI staff trained products development (e.g. ME, lease, insurance)	value of gross loan portfolio for micro and ME loans # active borrowers, by women/men # savers (m/f) # MFI staff trained (m/f)	Progress Reports	Demand for MF products is high Policies for MF remains conducive
COMPONENT 3: Agricultural Research and Support Services			
Outcome 3: Agricultural research (fish & horticulture) delivers technology and knowledge to producers	# small producers adopt a wide range of new technology and knowledge	Progress reports from research stations and PKSF	Research topics are quickly identified and researchers selected
Output 3: Joint researcher – farmer research conducted	# farm based research trials completed # Ag support services are trained and equipped	Progress reports from research stations and PKSF; Impact studies.	Interest of farmers and POs to participate in the research and dissemination remain high

In the event the National Agricultural Technology Project – NATP (which IFAD is co-financing with the World Bank) terminates its first phase in 2013 to enter the second phase as planned, IFAD will review the outcome and may consider to co-funding for the second phase. The later will be subject to the performance of NATP under the first phase. Potential projects for the 2016 to 2018 lending programme, of which IFAD would select 2 projects, are:

- An agricultural development project. If the first phase of the NATP was extended well into the second COSOP phase, IFAD might consider financing the second phase. Another opportunity might be a follow on of the DANIDA-supported programme (ASPS-II) with Farmer Field Schools (FFS). In either case it will be necessary to have good evidence that NATP or FFS have generated satisfactory outcomes and these have, in turn, had a significant impact in terms of poverty reduction. The World Bank has already asked NATP to provide this information, and a study into the effectiveness of FFS has been commissioned by DANIDA. In a future project IFAD would provide its support alongside one of these donors in a co-financed project. This would ensure that donor support is harmonised and minimise the workload placed on the management of the implementing agency.
- An aquaculture technology project would complement the open-water fisheries project (the Integrated Fisheries Livelihoods Project) that is now being planned for funding by the World Bank, and take up some of the opportunities for support that were identified in the aquaculture review commissioned by IFAD and carried out by WFC. It is also envisaged that this project would be co-financed with another donor. The project would be led by PKSF for value chain financing and supported by Department of Fisheries (DOF) for specific technical support to pond fisheries. The private sector i.e. buyer companies for domestic and export markets will lead the value chain activities.
- Integrated Planning for Sustainable Water Management (IPSWAM). Given that the second phase is now scheduled for 2013, a third phase of this BWDB project could be considered which would be co-financed with the Netherlands.
- Participatory Small-Scale Water Resources Project phase II (PSSWRP II) this LGED project would be co-financed with ADB and would follow on from PSSWRDP that ends in December 2017.
- Char Development and Settlement Project phase V (CDSP-V). A further phase of this project, led by BWDB, would be co-financed with the Netherlands after phase IV ends in early 2017.

In addition IFAD plans to support its lending portfolio small grants for research, learning and innovation. Possible topics include:

- Continuing the research into adapting agriculture to face climate change. This would build on the work of the current IFAD climate change grant to IRRI.
- The World Food Program is planning to update the poverty and vulnerability map for Bangladesh. In addition, it is considered also to survey and monitor effects climate change. IFAD would consider to support both exercises as it would enhance targeting and monitoring of its interventions and more importantly, enhance the in country capacity for monitoring poverty.
- Grants could also support research in fisheries and livestock – sectors which are not being supported by NATP research funding.
- Socio-economic research into changing rural livelihoods and the drivers of poverty. One topic could include gender and women empowerment as per SO 3. Much good work has been done in this area and there could be opportunities to support continuing long term research while focusing it on issues that are of importance to the portfolio of projects supported by IFAD.
- Markets and value chains are increasingly a focus of IFAD projects and research would be useful to identify the factors and institutions that really make markets work for the poor – in terms of physical infrastructure, institutional arrangements, knowledge and communications.

- Innovation in construction methods for rural roads to make them resilient to climate change, minimise maintenance needs and involve local communities.
- Alternative energy (solar, biogas, fuel-efficient stoves) to improve access for energy-poor households, reduce the burden on women, and mitigate climate change.

Although these grants are envisaged as “small country grants”, there will be scope to carry out some of this work at a regional level to maximise networking and cross-country learning.

Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues

Priority areas	Affected groups	Main issues	Actions needed
Increase resilience to climate change	Poor population in vulnerable areas	Areas affected by salinity, flood and drought are significantly poorer than other areas. In future they may be vulnerable to worsening environmental conditions for production and livelihoods, and for the security of those who live there.	Climate-resilient infrastructure (concrete roads, village protection, cyclone shelters, protective embankments, drainage and water supply). Livelihood strategies and technologies that are adapted to climate change. This includes saline resistant crops, adapted agronomic practices and switch from crops to aquaculture and livestock. Employment and income generation for the poorest
Increase income for those involved in agriculture	Marginal and small farmers and labourers	Earnings from agricultural employment and self-employment are significantly lower than the non-farm sector. The decline in size of farm holdings contributes to this, and stems from the increasing population pressure and shrinking area of farmland.	Switch to high value crops, livestock and aquaculture – this requires the development of commercial opportunities for small producers.
Commercialise agriculture	Marginal and small farmers	Many smallholders still primarily subsistence producers – income lower than for more commercial holdings. An increasing proportion of land is operated by tenant farmers, who are usually primarily subsistence producers.	Provide physical linkages to markets – roads, rural markets. Develop the knowledge and skills of small producers including tenants. Ensure farmers have access to credit and other financial services. Build business relationships between producers and suppliers and buyers, as well as sustainable provision of support services.
Create more rural employment	Entrepreneurs and farmers	Small businesses need support to be able to expand to the point that they create wage employment. Commercialisation of agriculture will assist, but the rural non-farm sector has greater growth potential.	Access to markets and capital, new technologies for production, new agricultural and non-agricultural products to meet the needs of growing urban markets.
Increase access to natural resources	Fishers Tenant farmers	Access to open water fisheries is usually controlled by powerful families, and genuine fishers are excluded. This also leads to sub-optimal and unsustainable fishery management. Increase in land leasing provides an opportunity for landless households, but tenants lack incentives to invest, and may have less access to capital and support services.	Organisation of fisher groups and provision of secure and long terms leases for public water bodies along with technical and management support. Support for tenant farmers including access to finance, technology and value-chain linkages.
Reduce malnutrition	Poor households	Despite reductions in poverty 50 per cent of rural children suffer from chronic malnutrition (HFSNA 2009). This is linked to lack of education of the mother, child feeding practices, and poor health and sanitation as well as an inadequate food intake. Sharp increases in food prices have resulted in poor households having to reduce the quantity and quality of food consumed.	Reduce poverty and enable households to produce more nutritious food (small fish, eggs, milk, vegetables). Disseminate information on children's food requirements along with better health and sanitation practices (latrines, deworming, micro-nutrients). Ensure girls are educated so that when they become mothers, child care is improved.
Improve the position of women	Women from poor households especially female headed households	Number of female headed households is thought to be increasing with increased rates of divorce and abandonment. This is linked to migration of men (who establish second families). Moreover, as women become more educated and aware, they are less tolerant of husbands who maltreat them. Women representation in decision making bodies is lacking.	Income earning opportunities for women, both employment and self-employment. This can be supported by access to micro-finance and markets, but to enable women to really benefit from these opportunities, this needs to be linked with the development of skills in enterprises that they will themselves manage (such as livestock and other home-based activities). Labour Contracting Societies can provide opportunities to the poorest women for employment and capital accumulation. Introduction of new approaches to encourage women's representation.

Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis)

Organisation	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
Local Government Engineering Department	<ul style="list-style-type: none"> • Outreach – engineering capacity in all upazilas • Capacity to implement large rural infrastructure projects • Interface with local government • Efficient management 	<ul style="list-style-type: none"> • Centralised management • Problems with some quality control at widely scattered work sites • Large number of projects stretch management resources 	<ul style="list-style-type: none"> • Increasing appreciation of socio-economic factors • Willingness to broaden scope of activities • Flexible in use of LCS 	<ul style="list-style-type: none"> • Maintaining quality of management and ensuring quality of works.
Bangladesh Water Development Board	<ul style="list-style-type: none"> • Expertise in water management and water infrastructure construction 	<ul style="list-style-type: none"> • Centralised management and divided line of control to project level. • Separation of responsibility for payments from project management – cause delays • Lack of mid-level manpower for field supervision and unable to recruit project staff on contract basis • Delays in project implementation 	<ul style="list-style-type: none"> • Streamlining of management systems could reduce delays in implementation • Newly established cell for participatory water management 	<ul style="list-style-type: none"> • Continued sidelining by national government. Water sector not given the attention it requires.
PKSF	<ul style="list-style-type: none"> • Government owned, but autonomous. • Has 200 partner NGOs all over the country. • Established procedures for selecting and lending to NGOs. • Well-established system for monitoring NGO performance. • Strong management, committed to developing microfinance sector. • Financial resources 	<ul style="list-style-type: none"> • Overall growth of the sector has slowed, and PKSF needs to develop in new directions • Lack of knowledge and expertise in relation to complementary financial and non-financial services for enterprise development. • Lack capacity in impact monitoring 	<ul style="list-style-type: none"> • Potential for growth in new sectors – agriculture and micro-enterprises. • Apply ICT to increase efficiency of micro-finance operations • Provision of complementary financial and non-financial services. 	<ul style="list-style-type: none"> • Risk that government will reduce autonomy and wish to influence loan terms and conditions.
Department of Agricultural Extension	<ul style="list-style-type: none"> • Skilled manpower. • Countrywide mandate • Staff posted at village level • Experience of working with NGOs • NAEP includes pluralistic approaches and participatory methods. 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited budget for operations – have to rely on projects for funds • Staff lack incentives and motivation • Many staff posts vacant • Ratio of field staff to farmers is very low (only 1 staff for over 1000 farmers) • Few women staff • NAEP largely not implemented • Bureaucratic: slow decision making, inflexible • Routine and administrative tasks (such as administration of subsidies) leave little time to implement projects and provide technical support • Weak coordination with DoF and DLS • No real M&E capacity 	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture is a priority sector for government and donors • Additional staff being recruited. • Agricultural becoming commercialised and farmers becoming willing to invest in production technologies to meet market demands • Linking to NGOs, CBOs and private sector • Could use mass media/ICT to communicate with farmers. 	<ul style="list-style-type: none"> • Implementation of CIP projects may over-stretch capacity • Many staff are ageing and becoming technically out of date. • More and more support for farmers is coming from the private sector but DAE is not very comfortable working with private sector and NGOs.

Organisation	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
Department of Fisheries	<ul style="list-style-type: none"> • Skilled manpower, proven capacity for aquaculture training • Countrywide mandate. 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited outreach as no staff below upazila level. • Limited budget for operations • Staff lack incentives and motivation • Many staff posts vacant • Few women staff • Bureaucratic: slow decision making, inflexible • Weak coordination with DAE and DLS • Poor M&E capability. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aquaculture becoming commercialised and investment increasing. • Linking to NGOs, CBOs and private sector • New Fisheries Policy provides opportunities for CMFM. 	<ul style="list-style-type: none"> • DLS staff may not all be technically up-to-date and may be sidelined by emerging commercial sector. • Implementation of new WB open water fisheries project may stretch capacity.
Department of Livestock Services	<ul style="list-style-type: none"> • Skilled manpower. • Countrywide mandate. • Have introduced innovative mobile-phone based system for reporting of bird flu. 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited outreach as few field level staff • Limited budget for operations • Staff lack incentives and motivation • Many staff posts vacant • Few women staff • Bureaucratic: slow decision making, inflexible • Weak coordination with DAE and DoF • Poor M&E capability. • Provision of production services such as vaccines, day-old-chicks, artificial insemination and animal treatment diverts attention from control of communicable diseases and the regulatory framework. 	<ul style="list-style-type: none"> • Focus on the growing need for control of communicable diseases (some of which can affect human as well as animals (bird flu, anthrax). • Link to NGOs, CBOs and private sector 	<ul style="list-style-type: none"> • Inertia and vested interests may cause DLS to delay privatisation and commercialisation thereby adding inefficiency to the problem of limited funds. • Private sector and NGOs can be seen as competitors (e.g. AI). • Staff promotions will be influenced by factors other than merit.
National Agricultural Research System (Bangladesh Agricultural Research Council and Agricultural Research Institutes)	<ul style="list-style-type: none"> • Each sector of agriculture (crops, fisheries, livestock and forestry) served by an independent ARI • Large number of skilled scientists of whom many are well trained. • Good record of past contributions and some new technologies, especially for cereals • Crop institutes BRRI and BARI have maintained useful international research links • Emerging interest on the part of large NGOs and the private sector to invest in agricultural research could help in establishment of a more pluralistic institutional structure. 	<ul style="list-style-type: none"> • Inadequate and unstable public investment in research with limited budget for operational activities. • Research dominated by rice and wheat, with inadequate resources for new sources of growth (horticulture, fisheries, livestock) • Limited access to new sciences (e.g. biotechnology and information technology) and weak socio-economic analysis of technologies. • Impact is limited due to weak links with extension service providers (DAE, DLS, DOF and NGOs) and farmers. • Limited autonomy, weak governance and leadership of the NARS • Inadequate scientific incentives and eroding human resource base 	<ul style="list-style-type: none"> • Emerging new technologies may have application in Bangladesh. • Established international linkages, can be further strengthened • GOB has identified agriculture as a priority sector for poverty reduction 	<ul style="list-style-type: none"> • Declining research funding from both donors and government and inadequate scientific incentives – may threaten long term sustainability of NARSs. • New technologies, such as new crop varieties, increasingly coming from the private sector (or directly from international agencies – e.g. LCC).
The Private sector	<ul style="list-style-type: none"> • Ability to adapt quickly and respond to new market opportunities 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited market opportunities and overall business risks limits investment by large corporations with resources and 	<ul style="list-style-type: none"> • Support for the expansion of contract farming and strengthening of farmer's interest 	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of supportive policies (land use and land lease, agricultural trade, input pricing, finance)

Organisation	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
		<p>know-how</p> <ul style="list-style-type: none"> Local agri-business enterprises, especially those investing in value addition through agro-processing, is a small and nascent activity and many businesses lack technical capacity and access to capital Weak linkages between rural and urban markets 	<p>groups, including establishment of Producer Organizations, would empower farmers and provide help to small and marginal farmers to diversify production systems with assured access to new technologies, markets and credit</p>	<p>and business environment (weak regulatory regime and quality controls, especially for agricultural exports; rural infrastructure) could limit the private sector entry and growth in rural economy</p>
Large NGOs (e.g. BRAC)	<ul style="list-style-type: none"> Have significant financial, human and physical resources and presence in rural areas Good relation with rural communities, and may provide a range of services, including technical, credit, training, input supply and marketing support 	<ul style="list-style-type: none"> Limited flexibility to adjust to needs of beneficiaries, bureaucratic. Potential for unfair competition with the private sector in some services due to access to credit, inputs and/or low cost capital resources for commercial activities. 	<ul style="list-style-type: none"> Outreach to large group of farmers and IFAD target group Link to RD related research Innovation and development of new pro-poor activities and services Use commercial activities to subsidise social services 	<ul style="list-style-type: none"> Size and resources means relations with public sector can be difficult. Depend on favourable policy environment (for micro-credit) and flow of donor funds for some non-credit activities.
Medium and small NGOs	<ul style="list-style-type: none"> Close links with poor, as well as small and marginal farmers and knowledge of local circumstances. Willingness to try out new and different innovation in terms of approaches and services. 	<ul style="list-style-type: none"> Many have weak management, technical and financial capacity and ability to innovate through own resources. Limited outreach compared with large NGOs. Credibility gap opposite government agencies 	<ul style="list-style-type: none"> Greater potential than large NGOs for linkage with public agencies. 	<ul style="list-style-type: none"> Less financially or institutionally secure than large NGOs. Vulnerable to management problems.

Key file 3: Complementary donor initiative/partnership potential

Agency	Priority sectors and areas of focus	Period of current country strategy	Complementarity/Synergy Potential
World Bank	<ul style="list-style-type: none"> Increasing transformative investments and enhancing the business environment: transport and power infrastructure, and support for investment climate reform. Reducing environmental degradation and vulnerability to climate change and natural disasters: water resource management, agricultural adaptation, environmental protection and disaster preparedness Improving social service delivery: primary education and health, population and nutrition services, as well as expansion of targeted social assistance Enhancing accountability and promoting inclusion: decentralized service delivery, strengthening of domestic accountability at central and local levels, private sector and local government development. 	2011-14	<p>Coordination in planning of rural infrastructure (IFAD HILIP, WB RTIP-2). IFAD is currently co-financing the National Agricultural Technology project and a further phase is projected from 2014. Coordination and possible co-financing of other future WB and IFAD investments in agriculture.</p> <p>Current Water Management Improvement Project and planned National Coastal Embankment Improvement Project coordinate with and complement CDSP-IV. Local Governance Support Project will provide block grants to Union Parishads that may be used to supplement HILIP funds for local infrastructure. Projected future Strengthening Microfinance Project could complement future IFAD projects involving micro-finance.</p> <p>Current Multi-Donor Trust Fund for Climate Change (managed by WB) could provide additional resources for HILIP, CDSP-IV and other IFAD projects.</p>
Asian Development Bank	<p>Increased irrigated agriculture and higher productivity</p> <p>Increased access to education and improved results</p> <p>Increased provision of and better access to electricity and gas</p> <p>Increased provision of and better access to transport</p> <p>Increased provision of and better access to water supply and sanitation (urban)</p>	2011-13	<p>IFAD is now co-financing the Participatory Small Scale Water Resources Project. This project may link with other IFAD rural infrastructure and agricultural projects. ADB's Rural Infrastructure Improvement Project II is developing rural roads and markets and there is potential for synergy and combined lesson learning. Planned Climate Resilient Infrastructure in the Southern Coastal Belt may complement CDSP-IV and MIDPCR.</p>
Netherlands	<p>Strategic Objective 1: Increasing transparency and accountability in public sector management</p> <p>Strategic Objective 2: Stimulate Private Sector Development, through policy dialogue and increased use of Dutch private sector development and economic instruments.</p> <p>Strategic Objective 3: Increasing sector performance for greater service delivery impact in a) water management and sanitation, b) education and c) health</p>	2010-11	<p>Netherlands is co-financing MIDPCR and CDSP-IV. There is potential for further co-financing in future water sector projects such as IPSWAM-II and also MIDPCR-2.</p> <p>Private sector development initiatives (Katalyst and SEDF) provide support for enterprise development programmes such as FEDEC.</p>
DANIDA (Denmark)	<p>Agriculture Sector Support: agricultural extension, fisheries and livestock, rural road and market access</p> <p>Water and sanitation</p> <p>Human rights and good governance</p> <p>Climate change adaption and disaster risk reduction</p>	2010-15	<p>Complementary livestock and fisheries support to members of CDSP-IV groups. Potential synergy or co-financing in future agricultural development programme, by adding "IFAD elements" such as rural finance, market access, inland fisheries or pro-poor infrastructure.</p>
USAID (USA)	<p>"Feed the Future" : Agricultural productivity (rice, higher value crops, nutrition) , market systems and value chain, environment, institutional capacity building related to food policy and planning, research capacity, extension service</p>	2011 - 2015	<p>Cereal Systems Initiative for South Asia (CSISA), implemented via CGIAR and partners, plans to develop technologies for cereal production (rice, maize) and fisheries in the south which may be up-scaled by IFAD funded projects. Cooperation on value chain and market development, extension services</p>
JICA (Japan)	<p>Economic growth: private sector development, transport, power, agriculture and rural development,</p> <p>Social Development with human security: health, education, environment, disaster management, governance.</p>		<p>Complementary investments in rural roads and small scale water resources.</p>

Agency	Priority sectors and areas of focus	Period of current country strategy	Complementarity/Synergy Potential
DFID (UK)	Health, nutrition, education Extreme poverty Enterprise development and financial services Climate Change Governance and human rights	2010-15	Support for micro-finance has synergy with IFAD funding of micro-finance. Private sector development initiatives (Katalyst and SEDF) provide support for enterprise development programmes such as FEDEC.
SDC (Switzerland)	Employment and income generation Local governance Humanitarian aid and disaster risk reduction	2008-12	Complementarity: local governance programme (Shafique) in Sunamganj will strengthen Union Parishads that work with HILIP. Private sector development initiatives (Katalyst and SEDF) provide support for enterprise development programmes such as FEDEC.
European Union	Focal areas <ul style="list-style-type: none"> • Human and social development • Good governance and human rights • Economic and trade development Non-focal areas: <ul style="list-style-type: none"> • Environment and disaster management • Food security and nutrition 	2007-13	Contributes to Multi-Donor Trust Fund for Climate Change (managed by WB) could provide additional resources for HILIP, CDSP-IV and other IFAD projects.
Gates foundation	Agriculture Health		Stress-Tolerant Rice for Africa and South Asia (STRASA), implemented by IRRI, will develop salt, flood and drought tolerant varieties that may be used by farmers in IFAD projects located in vulnerable areas, and will complement IFAD grant assistance to IRRI to develop systems for vulnerable areas. Dairy Productivity project being implemented by CARE has value chain approach which complements IFAD value chain initiatives in this sector.
World Food Programme	Food-based programmes for the extreme poor, refugees and disaster relief. Joint project with FAO and UNICEF on nutrition enhancement in the Charlands Poverty and Vulnerability Mapping Climate Change Mapping	2007-10	Can support IFAD target groups at times of disaster. Livelihoods component of MIDPCR is complementary to the FAO/UNICEF/WFP project. Mapping will assist IFAD design to fine tune the target area of new projects and monitor progress in ongoing project area

Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response

Typology	Poverty Level And Causes	Coping Actions	Priority Needs	Support from Other Initiatives	COSOP Response
Landless and marginal farmers including tenants 35 per cent of rural households	Moderate poor <ul style="list-style-type: none"> • Approx. 60 per cent below upper poverty line¹ • 69 per cent face food shortages¹ • Own 0.05 to 1.5 acres of land². • 41 per cent own cattle¹ • 34 per cent houses have tin or pucca walls and roof¹. • 72 per cent have improved latrines¹ 	<ul style="list-style-type: none"> • Farming main source of income • May rent in extra land • Many also work as casual labourers • Some are self-employed • Loan from moneylender 	<ul style="list-style-type: none"> • Increase income from agriculture • Increase non-farm opportunities • Seasonal credit to buy inputs • Access to markets 	<ul style="list-style-type: none"> • Many are members of NGO-MFIs, but weekly repayment of loans does not match cash flow • Very limited access to agricultural development programmes or to support from government technical agencies. 	<ul style="list-style-type: none"> • Introduce high value crops, livestock and aquaculture enterprises to generate significant amounts of additional income.
Small farmers and entrepreneurs Approx. 15 per cent of rural households	Vulnerable <ul style="list-style-type: none"> • Approx. 30 per cent below upper poverty line. • Small farmers have 1.5 to 2.5 acres of land² • Vulnerable to slipping into poverty due to natural disasters, family calamities and unfavourable markets 	<ul style="list-style-type: none"> • Produce farm products for sale • Invest in non-farm enterprises 	<ul style="list-style-type: none"> • Better and more secure access to markets. • Risk reduction such as insurance for livestock • Seasonal credit for crop inputs 	<ul style="list-style-type: none"> • May have some access to agricultural programmes and support from technical agencies, but coverage is limited. 	<ul style="list-style-type: none"> • Support commercial agriculture through value chain development and improved market access. • Increase volume of trade for market traders through building market infrastructure
Fishing households	Moderate poor <ul style="list-style-type: none"> • Most below upper poverty line³ • 78 per cent face food shortage³ • 34 per cent own agric land, 72 per cent rent in land³ • 50 per cent own cattle³ • 87 per cent houses have tin roof, 15 per cent tin wall³ 	<ul style="list-style-type: none"> • Daily labour • Lease land for subsistence food 	<ul style="list-style-type: none"> • Secure access to fishing water bodies • Increased fish catch • Increased fish prices 	<ul style="list-style-type: none"> • No other programmes focus on open water fisheries. • Many may have access to NGO-MFIs • Minimal other support – a few may have access to extreme poor programmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation of community fishery groups • Secure access to public water bodies on equitable terms • Improve productivity of water bodies.
Women from hard-core poor (HCP) and female headed households (FHH) HCP 16 per cent of rural population FHH @ 10 per cent of rural population	Extreme poor <ul style="list-style-type: none"> • Income: in lowest decile and below lower poverty line⁴. • 97 per cent have food shortages, 68 per cent for at least 6 months per year⁴ • have no homestead land, 30 per cent live in another's house, none have agricultural land⁴ • 57 per cent of own houses have tin roof⁴ • Only 12 per cent own or share cattle⁴ • Only 12 per cent own goats⁴ • 53 per cent female headed households⁴ • 24 per cent households with husbands unable to work⁴ 	<ul style="list-style-type: none"> • In 68 per cent of households women work as domestic servants for minimal remuneration • Scavenge food, fuel and fish 	<ul style="list-style-type: none"> • Employment • Food assistance • Homestead • Capital sum to buy a productive asset or to build a house • Health, nutrition support 	<ul style="list-style-type: none"> • Safety net programmes such as vulnerable group development (but coverage limited) • Target group for donor extreme poor programmes with asset transfer, income support etc. • Limited participation in micro-credit but for income generating activities still limited by lack of assets and household labour, high drop-out rate. 	<ul style="list-style-type: none"> • Target group for membership of Labour contracting Societies • Land settlers in CDSP-IV which will provide them with secure tenure of land and other support. • This group will also benefit from employment on farms and rural enterprises supported by future programmes.

Typology	Poverty Level And Causes	Coping Actions	Priority Needs	Support from Other Initiatives	COSOP Response
Population of areas vulnerable to climate change	Moderate poor (haors), extreme poor (chars) <ul style="list-style-type: none"> • Haors: around upper poverty line⁵ • Newly emerged chars: below lower poverty line⁵ • Food shortages: 61 per cent of hh in haors⁵, 87 per cent in chars⁵ • Chronic child malnutrition: 48 per cent in haors⁵, 52 per cent in chars⁶ 	<ul style="list-style-type: none"> • Migration out of the area to find work • Limit investment in land and housing due to risk of loss. 	<ul style="list-style-type: none"> • Protective infrastructure • Secure land tenure (chars) • Employment creation • More productive agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited NGO and other support in these areas apart from relief programmes in the aftermath of natural disasters. 	<ul style="list-style-type: none"> • Improved communications infrastructure, protection from floods, cyclones and other disasters, improved access to services.